



NATIONS UNIES
HAÏTI



Les semences de l'espoir

Construire l'avenir avec les fondations du présent

Rapport annuel 2025
NATIONS UNIES EN HAÏTI

Mars 2026

Les semences de l'espoir

Construire l'avenir avec les fondations du présent

Rapport annuel 2025 NATIONS UNIES HAÏTI

TABLE DES MATIÈRES

Liste des sigles et acronymes.....	3
Remerciements.....	4
Avant-propos de la Coordinatrice résidente.....	5
Aperçu Contextuel de la République d'Haïti.....	6
Principaux résultats 2025.....	7
Défis majeurs pour 2026.....	9
Équipe de pays des Nations Unies.....	10
Principaux partenaires au développement	11
Partenaires multilatéraux.....	11
Partenariats non financiers et coopération stratégique avec les institutions financières internationales.....	12
Ministères sectoriels et domaines prioritaires de collaboration avec les Nations Unies.....	13
CHAPITRE 1 : Principaux axes de développement aux niveaux national et régional.....	14
CHAPITRE 2 : Appui du système des Nations Unies pour le développement aux priorités de développement nationales	16
CHAPITRE 3 : Priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour 2026.....	32

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

AECID	: Agence espagnole de Coopération internationale pour le Développement	MMAS	: Mission multinationale d'appui à la sécurité
AP3B	: Aire Protégée des Trois Baies (AP3B)	MPCE	: Ministère de la Planification et de la Coopération externe
BCR	: Bureau de la Coordonnatrice résidente	MPME	: Micros, petites et moyennes entreprises
BID	: Banque Interaméricaine de Développement	MPTF	: Multi-Partenaires techniques et financiers
BINUH	: Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	MSP	: Ministère de la Santé publique et de la Population
BSEIPH	: Bureau du Secrétaire d'État à l'Intégration des Personnes Handicapées	MUSO	: Mutuelles de Solidarité
C3i	: Centre de Commandement, de Contrôle et de Communication	OCHA	: Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires
CCA	: Analyse commune de pays	OCNH	: Organisation des Citoyens pour une Nouvelle Haïti
CEP	: Conseil électoral provisoire	ODD	: Objectifs de Développement durable
CIDP	: Comité interministériel des Droits de la Personne	OIM (IOM)	: Organisation internationale pour les migrations
CMAH	: Chambre des Métiers et de l'Artisanat d'Haïti	OIT	: Organisation internationale du Travail
CNIGS	: Centre national d'information géo-spatiale	OMRH	: Office du Management et des Ressources Humaines
CNUCED	: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement	ONG	: Organisation non-gouvernementale
CPT	: Conseil présidentiel de Transition	ONU	: Organisation des Nations Unies
CSPJ	: Conseil supérieur du Pouvoir judiciaire	ONUFemmes	: Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
DGPC	: Direction générale de la Protection civile	ONUDC	: Bureau des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
EDUPOL	: Police communautaire éducative	ONUSIDA	: Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
EPNU	: Équipe pays des Nations Unies	OPS/OMS	: Organisation panaméricaine de la Santé/Organisation mondiale de la Santé
EPU	: Examen périodique universel	PAM	: Programme alimentaire mondial
ERIC	: Étude rapide d'Impact de la Crise	PBF	: Fonds pour la Consolidation de la Paix
FCH-Espwa	: Fondation communautaire haïtienne - Espwa	PEAS	: Protection contre l'exploitation et les abus sexuels
FEM/GEF	: Fonds pour l'environnement mondial/Global Environment Facility	PGES	: Plan de Gestion environnementale et sociale
FNGA	: Fondation Nouvelle Grand Anse	PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
FVC/GCF	: Fonds vert pour le climat / Green Climate Fund	PNUE	: Programme des Nations Unies pour l'Environnement
GADDIH	: Groupe d'Action pour le Développement durable et intégré d'Haïti	PS	: Plan de Soutien et de Relance
GAVI	: Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation	PSDH	: Plan stratégique de Développement d'Haïti
GPE	: Partenariat mondial pour l'Éducation	PTC	: Plans de travail conjoints
HCDH	: Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme	PTF	: Partenaires techniques et financiers
IBESR	: Institut du Bien-Être Social et de Recherches	RRF	: Rapid Response Facility
IDA	: Association internationale de développement	SAEP	: Service d'Adduction en Eau potable
IDH	: Indice de Développement humain	SNU	: Système des Nations Unies
IHSI	: Institut haïtien de Statistique et d'Informatique	UE	: Union Européenne
IPC	: Classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire	UNESCO	: Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
ITA	: Investissement à impact	UNFPA	: Fonds des Nations Unies pour la Population
MARNDR	: Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural	UNHCR	: United Nations High Commissioner for Refugees
MAST	: Ministère des Affaires sociales et du Travail	UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
MCC	: Millenium Challenge Corporation	UNOPS	: Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
MD	: Ministère de la Défense	UNSDCF	: Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable
MDE	: Ministère de l'Environnement	VBG	: Violence basée sur le Genre
MEF	: Ministère de l'Économie et des Finances	VNU	: Volontaires des Nations Unies
MENFP	: Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	WHP	: Western Hemisphere Program
MICT	: Ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales	WPHF	: Women's Peace and Humanitarian Fund
MJSP	: Ministère de la Justice et de la Sécurité publique	ZMPAP	: Zone métropolitaine de Port-au-Prince

NATIONS UNIES

HAÏTI

REMERCIEMENTS

Le Bureau de la Coordonnatrice résidente et l'Equipe pays des Nations Unies (EPNU) en Haïti expriment sa profonde gratitude à l'ensemble des partenaires et acteurs qui œuvrent sans relâche pour accompagner Haïti dans ses efforts visant à assurer un relèvement économique durable, à renforcer la bonne gouvernance et la stabilité politique et institutionnelle, ainsi qu'à répondre efficacement aux crises et catastrophes multiples.

En 2025, grâce à l'engagement de chacune et chacun d'entre vous – autorités étatiques nationales, partenaires techniques et financiers, membres du personnel local et international, ainsi que les Volontaires des Nations Unies (VNU) –, l'action de l'Equipe de Pays des Nations, en Haïti a été visible, significative et porteuse d'impact pour les communautés que nous servons.

En vous témoignant cette gratitude, nous reconnaissons votre passion, votre engagement et vos vœux de voir Haïti se remettre sur les rails du développement durable et de la stabilité, tout en vous mobilisant pour plus d'actions et de synergie pour l'année 2026.



AVANT-PROPOS DE LA COORDONNATRICE RÉSIDENTE

En 2025, dans un contexte national marqué par des défis multidimensionnels persistants, l'Équipe pays des Nations Unies (EPNU) en Haïti est restée pleinement engagée aux côtés des autorités nationales et des populations.

Ce rapport reflète un effort collectif soutenu et vise à rendre compte des résultats obtenus en 2025 par l'EPNU, en mettant l'accent sur l'impact des interventions sur les populations. Malgré un environnement opérationnel et sécuritaire particulièrement contraignant, les équipes sont restées présentes, adaptant leurs modalités d'intervention pour répondre aux besoins des communautés, en cohérence avec le Cadre de coopération pour le développement durable 2023-2027, et en appui aux priorités définies par les autorités nationales dans le cadre de la période de transition.

Les résultats obtenus traduisent des impacts concrets, notamment dans les domaines du développement, de la cohésion sociale et de l'action humanitaire.

Sur le plan du développement, les Nations Unies ont entre autres, appuyé le renforcement des chaînes de valeur agricoles, pilier important de l'économie haïtienne. Des producteurs haïtiens ont accédé à de nouveaux marchés, avec notamment 100 tonnes de cacao exportées vers l'Europe, tandis que 83 mutuelles de solidarité (MUSO) ont mobilisé plus de 21,8 millions de gourdes au bénéfice des communautés, contribuant à renforcer les moyens de subsistance et la résilience économique.

Les Nations Unies ont également appuyé le renforcement des capacités institutionnelles et des politiques publiques, contribuant à investir dans le capital humain pour le développement, en complément des appuis humanitaires, et à soutenir la continuité des services publics. Des investissements dans les infrastructures sociales, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé, ont permis d'atténuer l'impact de la situation sécuritaire sur l'accès aux services de base. Ainsi, grâce à l'appui des Nations Unies, des centaines d'enfants ont pu réintégrer le système scolaire, et la commande de plus de 30 tonnes de farine de fruit à pain a permis, à la fois, de soutenir des entreprises de petits producteurs, en majorité des femmes, et de faciliter l'accès aux cantines scolaires pour environ 55 000 élèves. En 2025, les Nations Unies ont acheté au moins 14 000 tonnes métriques de denrées alimentaires, parmi celles-ci, 11 300 tonnes métriques provenaient de petits exploitants agricoles locaux (soit une augmentation de 58



% par rapport à 2024), pour une valeur approximative de US \$15 millions, dans le cadre de leurs efforts visant à renforcer les systèmes alimentaires locaux et favoriser l'agriculture locale. et même, plus de 196 000 couples ont eu accès à des services de planification familiale, contribuant à prévenir des risques majeurs.

Ces efforts s'inscrivent également en appui aux priorités nationales, notamment en matière de cohésion sociale, de dividendes pour la paix et de préparation du processus électoral.

Dans le domaine de la cohésion sociale, de la réduction de la violence et de la protection des droits humains, des initiatives ont contribué à maintenir, et parfois à renforcer, les liens entre communautés et institutions. Des audits sociaux dans huit départements, des espaces de dialogue et des initiatives de mobilisation des jeunes ont soutenu la participation, la confiance et les efforts de prévention des conflits, même si les défis demeurent importants.

Sur le plan humanitaire, l'action du système des Nations Unies a contribué à sauver des vies et à maintenir des services essentiels dans un contexte de besoins croissants et de déplacements internes massifs, estimés à 1,4 million de personnes. On estime que 3 millions de personnes ont bénéficié d'au moins une

forme d'assistance humanitaire parmi les personnes ciblées par le Plan de réponse humanitaire (HNRP) 2025. Dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, 33 062 enfants répartis dans 129 écoles ont bénéficié de services WASH améliorés, contribuant à des environnements d'apprentissage plus sains. Du point de vue nutritionnel, 46 256 enfants de moins de cinq ans ont été traités pour malnutrition aiguë sévère. Cette intervention vitale a contribué à protéger leur survie et leur développement.

Haïti reste fortement exposé aux catastrophes naturelles. En 2025, Haïti a fait partie des pays touchés par l'ouragan Melissa, qui a causé d'importants dommages à la fin du mois d'octobre et au début du mois de novembre 2025. Des habitations et des infrastructures ont été emportées le long de la côte Sud, la zone la plus durement frappée. Le système des Nations Unies avait déjà atteint 12 700 personnes grâce à des distributions alimentaires d'urgence dans les régions du grand Sud début novembre et a intensifié ses opérations afin d'en assister 190 000 dans le cadre de la réponse.

Ces interventions s'inscrivent dans une réponse humanitaire plus large, incluant l'assistance alimentaire, l'accès à l'eau et à l'assainissement, la protection des populations vulnérables et l'appui aux personnes

déplacées. L'ensemble de ces avancées démontre la capacité du système des Nations Unies à opérer de manière intégrée, en articulant réponse humanitaire, développement et consolidation de la paix dans un contexte de fragilité. Cette dynamique repose sur un effort renforcé de coordination, garantissant cohérence, complémentarité et redevabilité de l'action collective.

Elles ont également été rendues possibles grâce à l'engagement des partenaires techniques et financiers, dont le soutien demeure essentiel pour consolider et amplifier ces acquis, dans un esprit d'alignement sur les priorités nationales.

Malgré la complexité du contexte, le dialogue entre les Nations Unies, le Gouvernement et les partenaires est demeuré constant, permettant de préserver des espaces essentiels de coordination et d'alignement.

Les progrès enregistrés doivent être appréciés à l'échelle d'un pays de plus de 11 millions d'habitants. Ils constituent des bases importantes sur lesquelles il est possible de bâtir. Sans un appui soutenu, ces acquis demeurent fragiles ; leur consolidation ouvre, à l'inverse, des perspectives réelles de stabilisation et de relance. Ils soulignent que le redressement économique, étroitement lié à la cohésion sociale et à la réduction de la violence, demeure un levier essentiel pour inscrire Haïti sur une trajectoire de stabilité durable.

En 2026, l'action des Nations Unies s'inscrira dans un contexte en évolution, marqué par la poursuite de la transition politique, les défis persistants en matière de sécurité, ainsi que le déploiement de la Force de Répression des Gangs (FRG) et le rôle du BINUH. Dans ce cadre, les Nations Unies continueront d'agir avec détermination aux côtés d'Haïti, en renforçant l'impact de leur action collective et en accompagnant des solutions durables, portées par les priorités nationales et les communautés.

Avec détermination et dans un esprit de partenariat, les Nations Unies continueront d'accompagner Haïti, en appui aux priorités nationales et aux communautés.

D^{re} Nicole Boni Kouassi
Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général
Coordonnatrice résidente
Coordonnatrice humanitaire





APERÇU CONTEXTUEL DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI



Géographie

27 750 km²

75% de relief montagneux
25% de plaines côtières
Climat tropical
Saison cyclonique entre
juin et novembre



Population

12.1 millions

(estimations en 2025)
58% en milieu urbain
42% en milieu rural

**50% de la population
a moins de 25
ans**



Économie

PIB/habitant:

\$ 2 461 US

Croissance PIB: -3,1%

Inflation: 31,9%



Crise humanitaire

5,7 millions de
personnes en insécurité
alimentaire (IPC 3)
1,9 millions (IPC 4)
Seulement **10% environ**
**des structures de
santé** fonctionnent de
manière optimale





PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2025



Nutrition

128 000+ femmes et enfants touchés par la lutte anti-malnutrition



Santé

21 200 patients reçus gratuitement et prise en charge de 1585 césariennes à l'Hôpital la Paix



Santé reproductive

196 000+ couples avec accès à la contraception moderne et 2 centres d'éducation familiale réhabilités



Protection

8 000+ cas de VBG, dont 4 000+ cas de viols notifiés et pris en charge; 23 sessions et 170+ agents de la PNH formés et sensibilisés sur les VBG; 2 centres de transit pour enfants ouverts



Infrastructures

200+ km de routes rurales réhabilitées



Économie

16 400+ ménages bénéficiaires de transferts monétaires; 300+ jeunes formés en gestion et pratiques agricoles; 85 entreprises appuyées



Paix et cohésion sociale

10 000+ jeunes impliqués via le sport pour la cohésion sociale ; audits sociaux conduits dans huit (08) départements; 1500+ jeunes sensibilisés à la désinformation; création de 2 observatoires citoyens et 17 clubs de paix et d'intégrité



Éducation

200 000 Liv Inik et 32 636 kits scolaires distribués dans les écoles; 72 lampadaires installés dans les écoles



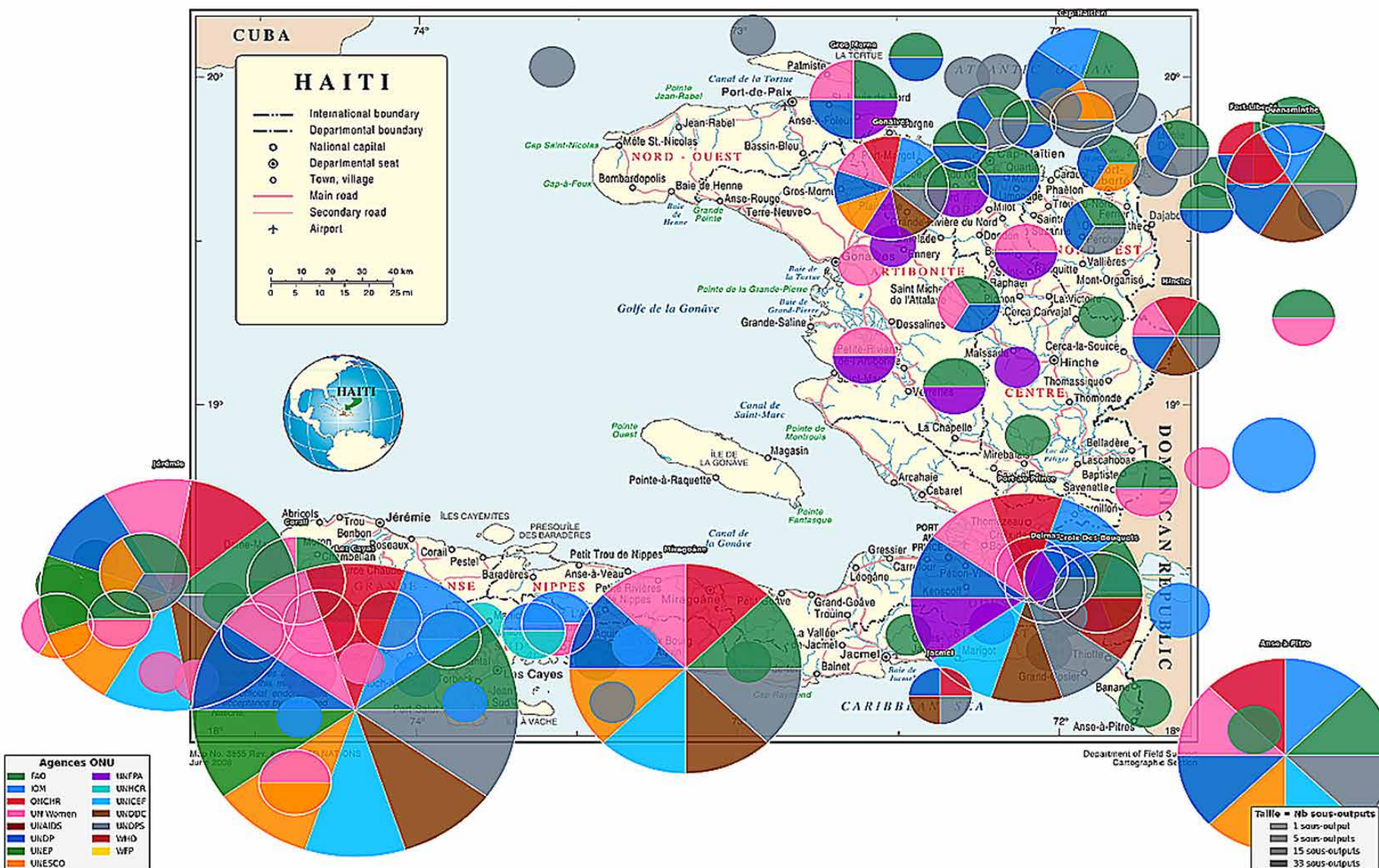
Sécurité

Renforcement logistique majeur pour la PNH (véhicules blindés, ateliers mobiles, équipements de protection), et un centre C3i pour améliorer la coordination opérationnelle



Empreinte du Système des Nations Unies

Cartographie des interventions des agences ONU en Haïti
(par commune · taille = nombre de sous-output · couleurs = agences)



Les interventions 2025 ont couvert l'ensemble du territoire national, avec une concentration dans les zones les plus vulnérables. Malgré un contexte sécuritaire et humanitaire exceptionnel, les résultats obtenus témoignent de la résilience des communautés haïtiennes et de l'engagement des partenaires. Des centaines de milliers de personnes ont bénéficié de services essentiels, de protection et d'opportunités économiques, posant les fondations d'une Haïti plus juste, plus sûre et plus résiliente.



DÉFIS MAJEURS POUR 2026

En 2026, Haïti continuera à faire face à des défis majeurs qui découleront des constats du rapport 2025 de l'Équipe Pays des Nations Unies, dans un contexte où la réforme UN 2.0 / UN 80 viendra également transformer les modalités d'action du système onusien. Six axes prioritaires structurent les perspectives d'action, appelant à une mobilisation coordonnée, flexible et cohérente de l'ensemble des acteurs du système.

Quelques composantes prioritaires pour 2026:

Sécurité & droits humains

Renforcer les institutions et mécanismes de protection face à la violence des gangs et aux violations des droits humains.

Résilience & infrastructures

Amplifier les efforts sur les infrastructures scolaires et la préparation aux risques cycloniques et sismiques.

Cohésion sociale & services

Consolider les acquis 2025 en santé, nutrition, protection et éducation, en élargissant l'accès et en renforçant la résilience des systèmes.

Transformation économique

Accélérer la transformation inclusive pour créer des emplois décents et réduire les inégalités, via des partenariats solides et des investissements productifs.

Mobilisation financière

Garantir une mobilisation prévisible et flexible des ressources, alignée sur les priorités nationales, pour assurer la continuité des services essentiels.

Coordination & gouvernance

Renforcer la coordination entre les multiples acteurs pour assurer synergie, cohérence et impact tangible pour les populations.

UN 80 - Une opportunité de transformation des modalités d'action onusienne



Construisons
notre avenir
ensemble

La mise en œuvre de la réforme UN 80 jouera un rôle déterminant en 2026 : elle visera à moderniser les pratiques, renforcer l'intégration des agences et améliorer la redevabilité. En Haïti, cette réforme constitue une opportunité structurelle pour accroître l'efficacité et la cohérence de l'appui international.

Modernisation des pratiques

Adoption de méthodes agiles, numériques et orientées résultats dans la programmation conjointe

Intégration renforcée

Meilleure synergie entre agences, fonds et programmes pour éviter les doublons et maximiser l'impact

Redevabilité accrue

Renforcement des mécanismes de suivi, d'évaluation et de transparence vis-à-vis des populations et des donateurs



ENTITÉS RÉSIDENTES



ENTITÉS NON- RÉSIDENTES



INSTITUTIONS BRETON WOODS





PRINCIPAUX PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

Une architecture partenariale au cœur de la mise en œuvre du Cadre de coopération 2023–2027

L'action de l'EPNU en Haïti s'appuie sur une architecture partenariale large, diversifiée et évolutive. Cette approche vise à renforcer l'efficacité collective, à améliorer la prévisibilité des ressources et à valoriser la contribution de chaque partenaire au développement.

En 2025, la mobilisation et l'alignement des partenaires techniques et financiers (PTF) restent essentiels pour la mise en œuvre des Plans de travail conjoints (PTC) du Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (CF 2023–2027). Au-delà des contributions financières, cette dynamique collaborative s'est traduite par des appuis techniques, stratégiques, normatifs et institutionnels indispensables pour assurer la continuité des interventions dans un environnement marqué par de fortes contraintes opérationnelles.

Sur la période 2023–2026, le portefeuille financier du Cadre de coopération a mobilisé \$1,216 milliards USD en ressources disponibles, répartis entre quatre grandes catégories de

partenaires : les agences et fonds ONU (\$811M · 66,7%), les partenaires bilatéraux (\$229M · 18,8%), les institutions financières internationales et fonds mondiaux (\$164M · 13,5%), ainsi que les ONG et autres acteurs. Les ressources ont connu un pic en 2024 (\$460M) avant de décroître en 2025 (\$409M), et les engagements confirmés pour 2026 restent encore très partiels (\$18M), reflétant l'incertitude du contexte opérationnel.

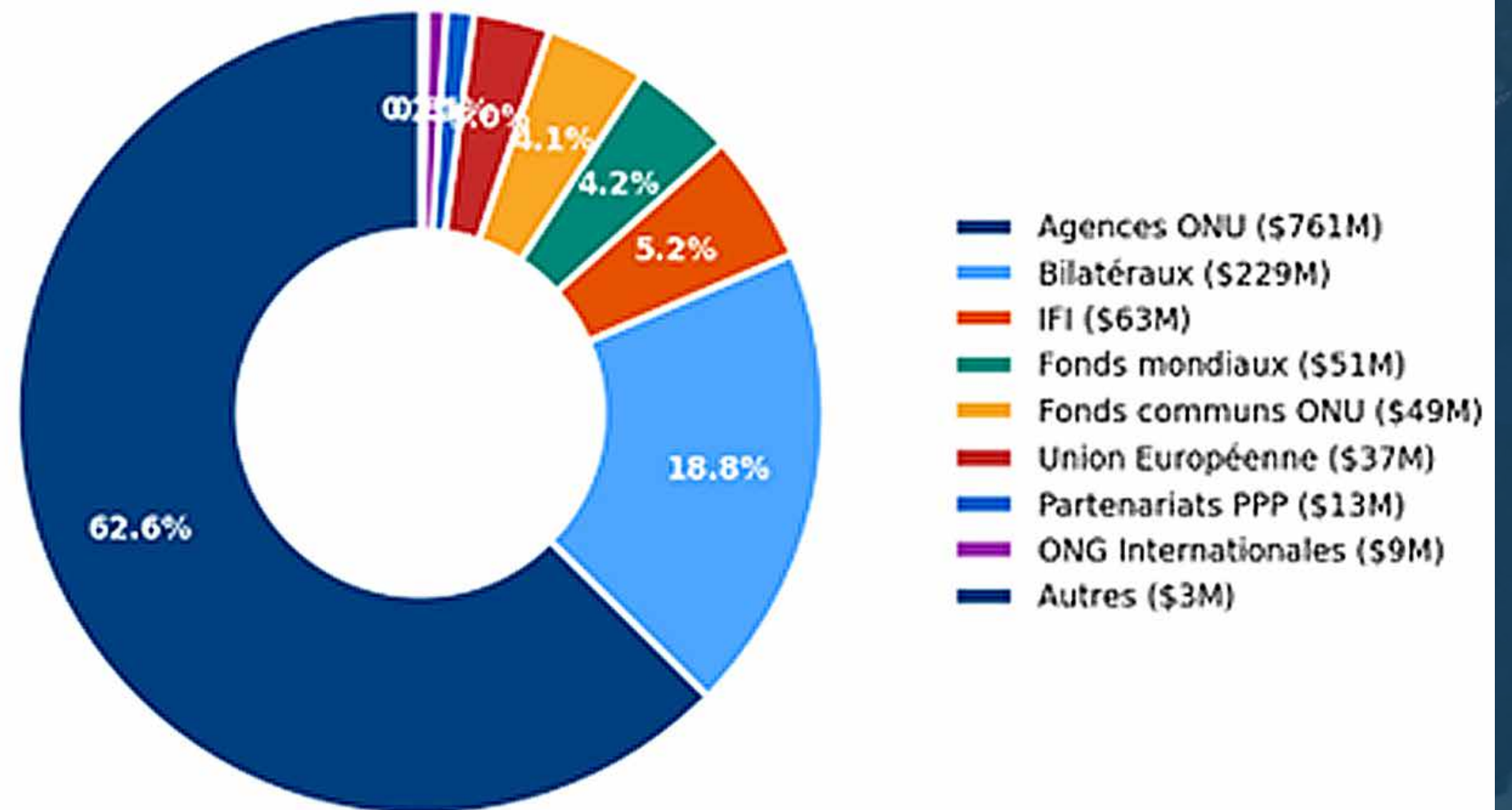
Partenaires multilatéraux

Les partenaires multilatéraux représentent un levier essentiel pour la mise en œuvre des interventions de l'EPNU en Haïti. À travers des mécanismes de coopération flexibles, des fonds thématiques et des programmes conjoints, ils contribuent à renforcer l'impact,

la cohérence et la portée des actions menées en appui aux priorités nationales. Leur engagement favorise également la coordination inter-agences, l'innovation programmatique, le renforcement des capacités institutionnelles et la mise à l'échelle d'initiatives structurantes au bénéfice des populations les plus vulnérables.

Les fonds thématiques des agences ONU (UNICEF Health, UNICEF Nutrition, UNICEF Education, WHO Voluntary Contributions) constituent également un levier de financement majeur, représentant collectivement plus de \$118M sur la période, notamment pour les programmes de santé, nutrition et éducation ciblant les groupes les plus particulièrement les femmes et les enfants.

Composition du financement par type de partenaire
(Total UNSDCF 2023-2026)





Principaux partenaires au développement

Partenaires bilatéraux

Les partenaires bilatéraux jouent également un rôle déterminant dans le financement, l'orientation stratégique et l'opérationnalisation des programmes de l'EPNU. Par leurs contributions financières, techniques et politiques, ils soutiennent des actions ciblées dans des secteurs clés, renforcent la cohérence des interventions et favorisent un dialogue régulier sur les priorités nationales. Leurs appuis contribuent à la stabilité institutionnelle, à la gouvernance inclusive, au développement humain et à la résilience des communautés.



\$ 81.9 millions US



\$ 75.9 millions US



\$ 17.8 millions US



\$ 13.9 millions US



\$ 11.5 millions US



\$ 11 millions US



\$ 7.1 millions US

Partenariats non financiers et coopération stratégique avec les institutions financières internationales

Certains partenaires majeurs, même en l'absence de financements directs aux Nations Unies, exercent une influence déterminante sur l'environnement global de mise en œuvre des interventions. Leur contribution réside principalement dans l'orientation des politiques publiques, la production d'analyses stratégiques et l'appui aux réformes structurelles essentielles au développement durable.

À cet égard, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) jouent un rôle central. Bien qu'ils ne soient pas signataires du Cadre de coopération 2023–2027, leurs travaux et instruments complémentaires soutiennent de manière significative les priorités nationales et contribuent à :

- Orienter les politiques macroéconomiques : le FMI accompagne les autorités haïtiennes dans la stabilisation budgétaire et monétaire, condition préalable à tout investissement public durable dans les services sociaux ;
- Financer des réformes structurelles : la Banque mondiale a mobilisé \$51,1M sur la période dans les secteurs de la gouvernance et des services de base, en complémentarité et en collaboration étroite avec les interventions de l'Equipe de Pays des Nations Unies, en Haïti ;
- Produire des analyses diagnostiques : les rapports de la Banque mondiale (Country Economic Memoranda, Poverty Assessments) et les consultations Article IV du FMI alimentent la base de données probantes sur laquelle s'appuie la programmation conjointe ;
- Mobiliser des ressources concessionnelles : via l'IDA (Association internationale de développement) et les instruments de la BID (\$6,9M), pour des investissements dans les infrastructures et le développement humain.



Principaux partenaires au développement

Ministères sectoriels et domaines prioritaires de collaboration avec les Nations Unies

La collaboration avec les institutions publiques nationales et territoriales constitue un pilier fondamental du travail de l'EPNU. Les ministères sectoriels, malgré les contraintes auxquelles ils sont confrontés, demeurent des acteurs centraux pour assurer l'appropriation nationale, la durabilité et l'impact des interventions appuyées par les Nations Unies. Leur rôle est essentiel pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques structurantes. Il convient de noter que les contributions financières directes des ministères haïtiens au Cadre de coopération restent encore limitées (\$1 771 000 sur la période), reflétant les contraintes fiscales sévères auxquelles fait face l'État haïtien. Néanmoins, l'apport en nature, en ressources humaines et en légitimité institutionnelle de ces ministères est indispensable à la pérennité des interventions sur le terrain.

Ministères	Contributions directes au CF	Principaux domaines de collaboration avec le SNU
Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)	1.5 millions	Développement économique local, appui aux entreprises, création d'emplois décents, contribution à la paix et à la stabilité.
Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)	170 000	Réhabilitation scolaire, curricula, cantines scolaires, formation des enseignants
Ministère de la Culture et de la Communication	101 000	Cohésion sociale, patrimoine culturel, communication pour le développement
Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP)	-	Santé maternelle et infantile, nutrition, WASH, réponse épidémique
Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT)	-	Gouvernance locale, décentralisation, gestion des déplacés internes
Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique (MJSP)	-	État de droit, réforme judiciaire, accès à la justice, droits humains
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR)	-	Sécurité alimentaire, agriculture durable, chaînes de valeur, résilience rurale
Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST)	-	Protection sociale, emploi décent, droits des travailleurs, inclusion sociale
Ministère de l'Environnement (MdE)	-	Gestion environnementale, adaptation climatique, gestion des risques de catastrophes, économie bleue
Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE)	-	Coordination des PTF, INFF, planification nationale, suivi des ODD
Ministère de la Condition Féminine et des Droits des Femmes (MCFDF)	-	Égalité de genre, lutte contre les VBG, autonomisation et participation politique des femmes, leadership féminin
Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action civique	-	Le sport au service du développement et de la paix



CHAPITRE 1: PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT AUX NIVEAUX NATIONAL ET RÉGIONAL




Tendances et observations clés

 **5 600+** morts violentes enregistrées

 **959 écoles fermées** affectant **163 000 élèves**, à cause de l'insécurité,

 **1,45 millions** de personnes déplacées internes, soit une **hausse de 39%** à partir de décembre 2024
90% des structures de santé en sous-capacité

 **5,7 millions** de personnes, soit **51%** de la population, se trouvent en situation d'insécurité alimentaire aiguë (IPC 3), dont **1,9 millions** en Phase d'urgence (IPC 4).

 **Inflation: 30%**
Contraction: -3,1% de PIB
Taux de pression fiscale: 4,4%
Financement du plan de réponse humanitaire: 27.1%

Cadres d'orientation

Le Plan Stratégique pour le Développement d'Haïti (PSDH)

Accord politique du 3 avril 2024

L'étude rapide d'impact de la crise (ERIC), révisé en 2025

Le Plan de relance et de développement 2025-2030 / exercices budgétaires 2024-2026

Principaux axes de développement aux niveaux national et régional

Les tendances observées en 2025 confirment l'enracinement d'une crise multidimensionnelle dont les dimensions sécuritaire, humanitaire, économique et institutionnelle se renforcent mutuellement. La situation sécuritaire a continué de se détériorer, avec plus de 5 600 morts violentes enregistrées en 2024 (HCDH), tandis que les déplacements internes ont atteint un niveau historique de 1,45 million de personnes, soit une hausse de 39% depuis décembre 2024. Près de 55% des déplacés sont des femmes et des filles, exposées à des risques accrus de violences basées sur le genre. Avec plus de 50% des personnes déplacées internes étant des enfants, la crise a également frappé le secteur éducatif, avec la fermeture de 959 écoles affectant 163 000 élèves, en raison conjuguée de l'insécurité, la fuite des cerveaux et de la grève des enseignants.

Sur le plan alimentaire, 5,7 millions de personnes, soit 51% de la population analysée, se trouvent en situation d'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3+ IPC), dont 1,9 millions en phase d'urgence (IPC 4). Cette situation est aggravée par une inflation atteignant 30% en février 2025 et des chaînes d'approvisionnement profondément perturbées. Parallèlement, l'économie haïtienne enregistre sa septième année consécutive de contraction (-2,3% de PIB par an en moyenne), dans un contexte de faiblesse fiscale extrême, avec un taux de pression fiscale estimé à 4,4%, parmi les plus bas au monde. L'État dispose de marges de manœuvre très limitées pour financer les services publics et les investissements structurants. Le

plan de réponse humanitaire 2025 demeure quant à lui financé à seulement 27.1% de son objectif (OCHA), ce qui contraint sévèrement la portée des interventions sur le terrain, .

L'actualisation de l'Analyse commune de pays (CCA) met en évidence l'interaction entre des chocs conjoncturels et des causes structurelles persistantes : impunité systémique, collusion entre les sphères sécuritaire, politique et économique, faiblesse des institutions publiques et exclusion socio-économique structurelle. Cette combinaison continue d'alimenter un cercle vicieux de fragilité, limitant toute perspective de reprise durable.

Face à ce contexte, les principaux axes de développement s'appuient sur un ensemble cohérent de cadres d'orientation - le Plan stratégique de Développement d'Haïti (PSDH), l'Accord politique du 3 avril 2024, l'étude rapide

d'impact de la crise (ERIC), le Plan de relance et de développement à moyen terme 2025–2030 en cours d'élaboration, ainsi que les exercices budgétaires 2024–2026 - qui convergent autour de trois priorités nationales: (i) le rétablissement de l'État de droit, de la justice et de la sécurité, ainsi que la tenue des élections ; (ii) la restauration de l'accès à l'éducation, à la santé et aux services de base ; et (iii) la relance socio-économique inclusive, fondée sur une approche territoriale par pôles de croissance, notamment dans le Grand Nord et le Grand Sud.

En alignement avec ces priorités, l'EPNU a renforcé l'opérationnalisation du Nexus Humanitaire–Développement–Paix (HDP), en approfondissant les partenariats avec les instances de gouvernance de transition au niveau régional, les organisations de la société

civile, notamment les organisations de femmes et de jeunes et les associations de producteurs impliquées dans les programmes de cantines scolaires. Parallèlement, l'EPNU a consolidé ses outils d'analyse conjointe et son système de données intégré, en alignement avec les directives de UN 2.0 afin d'améliorer la réactivité et la cohérence des interventions dans un environnement en constante évolution. Pour 2026, 6,4 millions d'Haïtiens, soit plus de la moitié de la population, auront besoin d'une aide humanitaire d'urgence, confirmant l'urgence d'une action coordonnée et ancrée dans les dynamiques territoriales.

Interaction entre des chocs conjoncturels et des causes structurelles persistantes

- Exclusion et inégalités sociales
- Insécurité et gangs armés
- Faiblesse institutionnelle
- Culture de l'impunité
- Méfiance historique envers les institutions
- Insécurité alimentaire
- Contraction économique
- Vulnérabilité climatique
- Dépendance à l'aide externe



Quelques chiffres clés

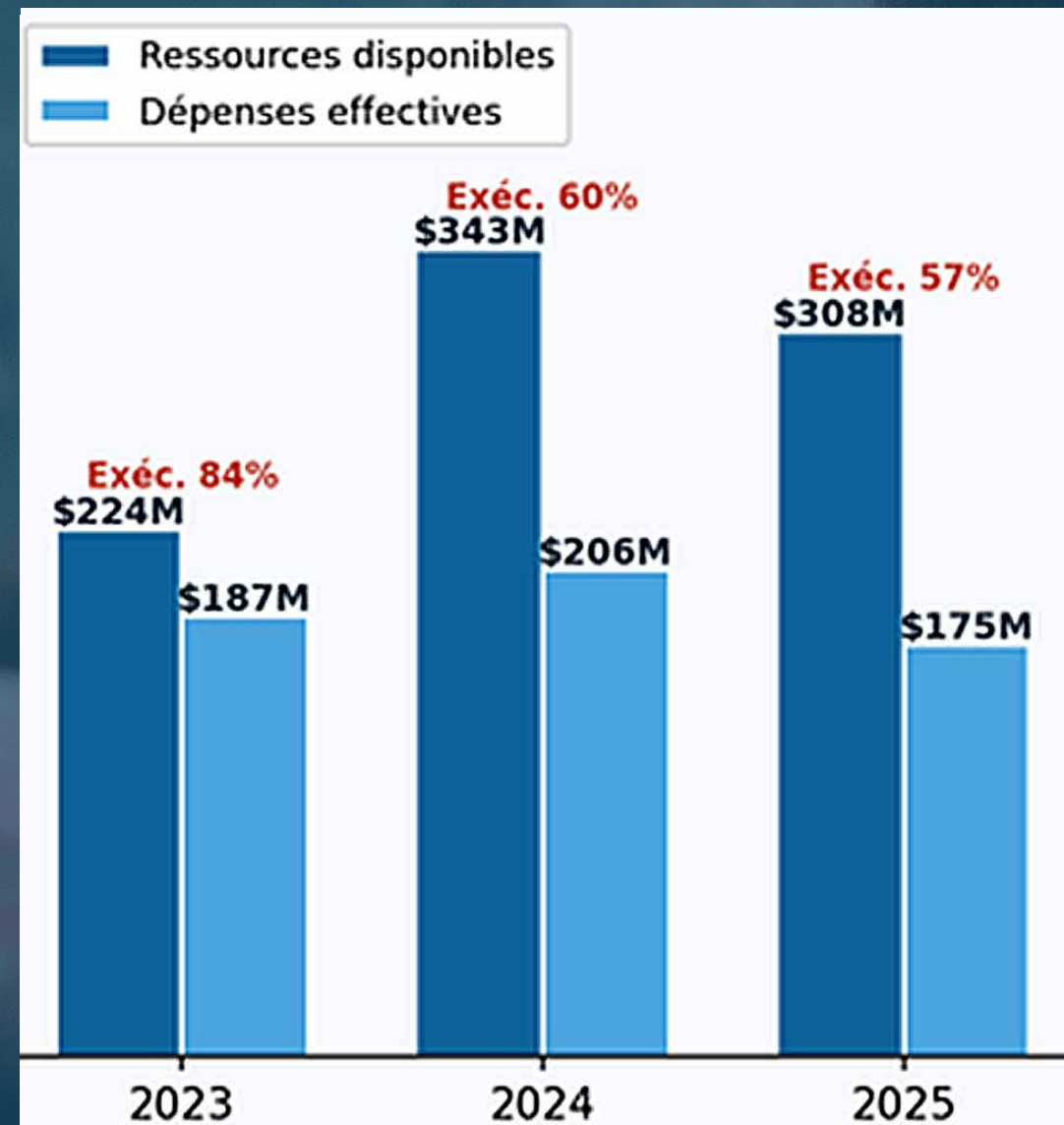


US \$874.6 millions disponibles, soit 77,8% du montant requis pour la mise en œuvre du UNSDCF (2023-2027)



Taux d'exécution global cumulatif à 2025: 65%

Ressources disponibles vers dépenses effectives 2023-2025 (en millions US)



CHAPITRE 2: APPUI DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT NATIONALES



Photo: ©PAM/Luc Junior Segur

Appui du système des Nations Unies pour le développement aux priorités de développement nationales

US \$1,12 milliards de ressources requises pour 2023-2027

US \$874,6 millions disponibles (77.8%)

US \$588,2 millions -dépenses effectives (65%)

Écart de US \$250,1 millions à combler

Photo: ©OIT

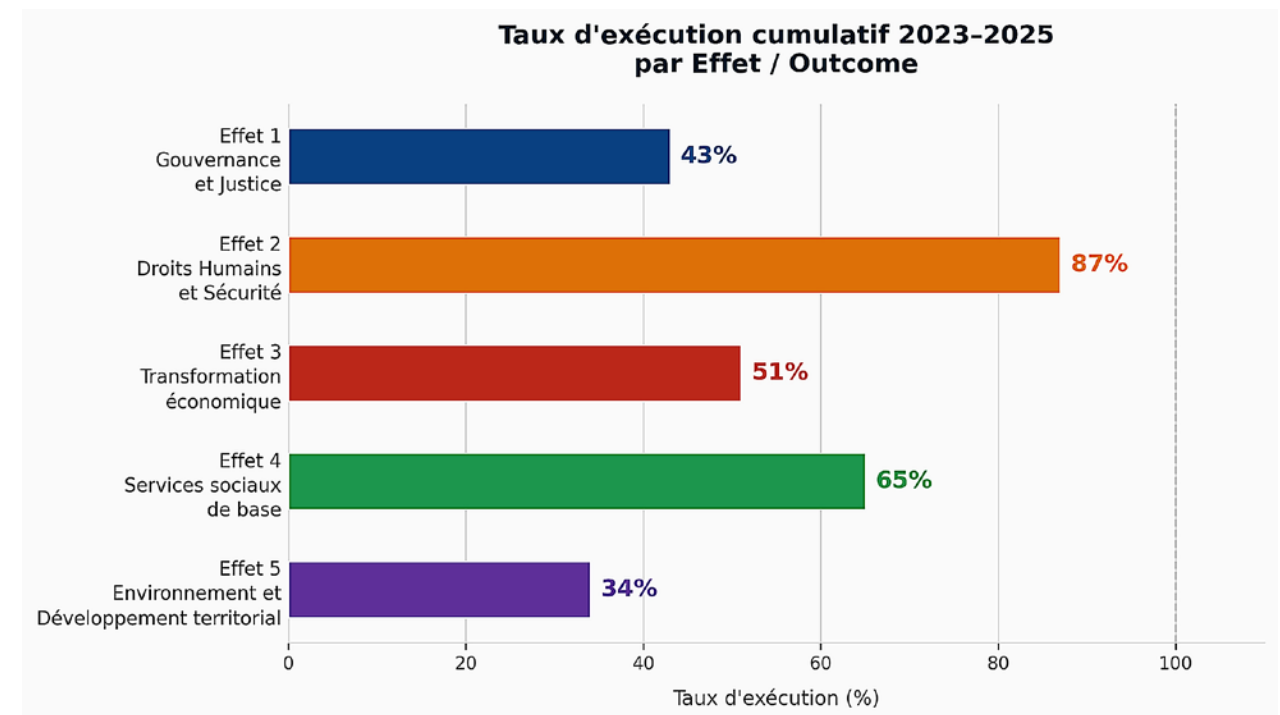
Sur les trois premières années du UNSDCF 2023–2027, l'EPNU a mobilisé US \$874,6 millions en ressources disponibles, soit 77,8% des \$1,124 milliards requis, laissant un gap de financement résiduel de \$250,1 millions. Le taux d'exécution global cumulé s'établit à 65,0% (\$568,2M dépensés), avec une trajectoire décroissante : de 83,5% en 2023, il recule à 60,2% en 2024 puis à 56,8% en 2025. Cette tendance reflète une combinaison de contraintes opérationnelles liées à la détérioration de la sécurité, de retards dans la mise en œuvre de programmes complexes, et d'une absorption limitée dans certains secteurs.

L'Effet 4 — Services sociaux de base concentre l'essentiel du portefeuille (\$840,8M disponibles sur 2023–2025, soit 96% du total), avec un taux d'exécution de 64,5%.

L'Effet 2 — Droits Humains et Sécurité affiche le meilleur taux d'exécution (86,5% sur \$25,2M), témoignant de la capacité opérationnelle des agences dans ce secteur malgré les contraintes.

En revanche, les Effets 1 (Gouvernance, 43,2%), 3 (Économie inclusive, 33,9%) et 5 (Résilience, 50,9%) restent en deçà des cibles, révélant des difficultés structurelles à opérationnaliser des interventions de transformation institutionnelle dans un environnement de crise aiguë.

L'EPNU a globalement respecté les principes directeurs du Cadre de coopération – ne laisser personne de côté, approche droits humains, égalité de genre et durabilité – dans la conception des Plans de travail conjoints (PTC). L'intégration du genre (ODD 5) est transversale dans 5 programmes sur 6 du portefeuille PBF). L'approche territoriale différenciée (Grand Nord, Grand Sud, Artibonite) traduit le principe de ciblage des plus vulnérables. Cependant, l'appropriation



nationale reste limitée par la faiblesse des contributions des ministères sectoriels (\$1 771 000 sur la période), et la durabilité des interventions est compromise par la dépendance quasi-exclusive aux financements externes dans un contexte de contraction budgétaire de l'État.

Réorientation future du Plan-cadre : recommandations

- Rééquilibrer le portefeuille vers les Effets 1, 3 et 5, actuellement sous-financés et sous-exécutés, en particulier pour les interventions de gouvernance économique et de résilience climatique ;
- Améliorer le taux d'exécution via une simplification des procédures opérationnelles dans les contextes d'accès limité et un recours accru aux partenaires locaux d'exécution
- Renforcer le Nexus HDP comme modalité principale d'intervention, en articulant

systématiquement les réponses humanitaires d'urgence avec des investissements de développement à moyen terme ;

- Diversifier les sources de financement au-delà du PBF et des contributions bilatérales traditionnelles, en mobilisant davantage les fonds climatiques (GCF, GEF) et les instruments de financement innovants pour les Effets 3 et 5 ;
- Renforcer la redevabilité et le suivi à travers le système de données conjoint UN 2.0, afin d'améliorer la qualité des données de résultats et la capacité d'adaptation en cours de cycle ;
- Renforcer l'axe spécifique en matière d'inclusion et d'égalité de genre sur la base des lacunes identifiées et des données du profil genre d'Haïti.

Effet 1: Gouvernance - État de droit - Justice



Audits sociaux & redevabilité

Programme d'audits sociaux déployé dans 8 départements (IHDH : Nippes, SE, Sud, Nord ; OCNH : NE, Centre, Artibonite, Grand'Anse) · Communautés impliquées dans le suivi des politiques locales

Éducation aux médias

1 706 personnes formées dans 4 départements · Module national d'éducation aux médias produit · Intégration progressive dans le système éducatif

Gouvernance et leadership féminin

Capacités du CEP et du MCFDF renforcées pour une meilleure intégration du genre dans la gouvernance électorale et la mise en œuvre du quota constitutionnel de 30 % de femmes adoptées dans le nouveau décret électoral du 1er décembre 2025.

Principaux défis

- Faible taux d'exécution (43,2%) reflétant les difficultés d'opérationnaliser des réformes institutionnelles dans un contexte de transition politique et de fragilité de l'État ; le processus référendaire n'a pas abouti en 2025 en raison de divergences politiques.
- Portée limitée des observatoires citoyens (2 sur

Observatoires citoyens

2 observatoires établis à Hinche et Gonaïves · Espaces pérennes de veille démocratique · Dialogue structuré entre autorités et société civile · Enquête nationale sur la corruption finalisée

Jeunesse, sport & cohésion sociale

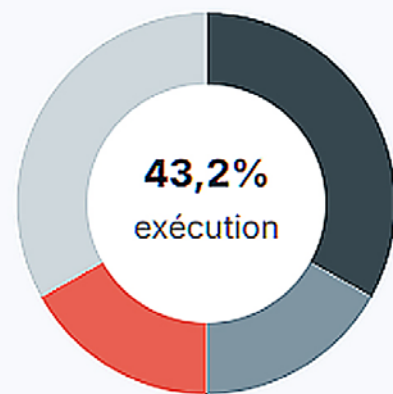
Compétition interuniversitaire « Sport au service du développement et de la paix » dans 3 départements · 10 000+ jeunes mobilisés · Engagement civique et solidarité intercommunautaire renforcés

Gouvernance et leadership féminin

10 comités départementaux regroupant 94 membres pour assurer le suivi et la mise en œuvre de la sensibilité genre au nouveau cadre électoral. · 850 participants aux États Généraux sur la participation politique des femmes

10 départements) et des formations aux médias (4 départements) face à l'ampleur des besoins en redevabilité et lutte contre la désinformation dans un contexte de crise sécuritaire.

- Appropriation nationale insuffisante : les institutions partenaires (MJSP, MICT, CSPJ) disposent de capacités opérationnelles limitées, fragilisant la durabilité des mécanismes de gouvernance mis en place.



● Disponible \$21,5M ● Dépensé \$9,3M ● Gap \$28,5M ● Requis \$50M

Photo: ©Nations Unies Haïti/Jefferson Belizaire

Effet 2: Droits humains - Sécurité



Renforcement logistique PNH

2 ateliers mobiles · 10 véhicules blindés · 100 véhicules légers · 29 Toyota 4x4 (Port-au-Prince) · PPE et pièces de rechange · Centre C3i opérationnel · Unité drones équipée (MSI Catcher)

Réponse institutionnelle VBG

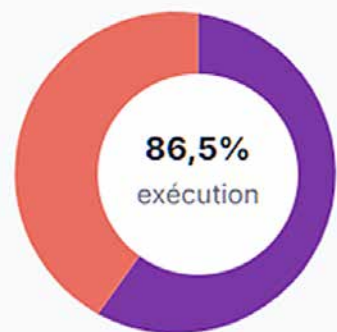
176 agents formés dans 10 départements · 4 plateformes de coordination VBG · 23 sessions conjointes de sensibilisation · Meilleure prise en charge des victimes et prévention des abus

Protection de l'enfant

55 stagiaires IBESR prolongés jusqu'en mars 2026 · 2 centres de transit et d'orientation soutenus · 30 agents formés gestion cas VBG et MRM · 774 acteurs sensibilisés protocole EAFGA

Justice juvénile & réinsertion

5 salles de classe construites pour mineurs privés de liberté · Espace couture aménagé pour femmes détenues (DAP) · Parcours de réinsertion socio-économique renforcés



● Dépensé \$21,8M ● Gap \$3,4M ● Requis \$25,2M

✓ Meilleur taux d'exécution du portefeuille (86,5%)

Principaux défis

- Malgré le renforcement logistique de la PNH, l'expansion territoriale des gangs (notamment vers l'Artibonite et le Centre) dépasse la capacité opérationnelle des forces de sécurité, limitant l'impact des investissements en mobilité et coordination.
- Persistance d'une réponse VBG insuffisante malgré la hausse de 25% des cas notifiés en 2025 : seulement 4% des survivantes accèdent à une assistance légale, révélant une saturation des services juridiques et un accès à la justice structurellement limité.
- Fragilité institutionnelle de l'IBESR et des services de protection de l'enfance : les 55 stagiaires-volontaires prolongés jusqu'en mars 2026 constituent un palliatif temporaire à un manque structurel de ressources humaines permanentes.

Photo: ©HCDH/Kessy Julien

Effet 3: Modèle économique inclusif



Fruit à pain — 4 centres

4 nouveaux centres de transformation construits (Jérémie, Moron, Chambellan, Anse-d'Hainault) · 100T/mois de capacité · Accord UN2UN OIT-PAM pour 250 cantines scolaires

Cacao — export & traçabilité

100T exportées vers l'Europe (KALEOS) · 40 centres d'achat installés · Plateforme numérique d'agrotracking MARDNR · Certification commerce équitable

Bambou — jeunes & économie verte

50 jeunes formés (31 actifs) en vannerie et design · 600 plantules de bambou mises en terre · Plans d'affaires élaborés

Autonomisation financière

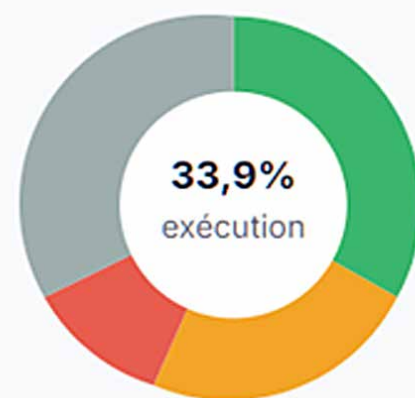
83 MUSO · capital conjoint de 21,8M HTG · 34 dirigeants de coopératives formés · 8 coopératives équipées en matériels roulants et bureautiques

Autonomisation économique des femmes

Biodigesteurs installés dans 3 écoles nationales du Grand Sud · 2182 petits ruminants distribués dans le Sud · 50 kits de transformation agricole donnés aux femmes · Un fonds de solidarité mutualiste bénéficiant à 93 femmes

Autonomisation socioéconomique et inclusion

100 jeunes handicapés formés en massothérapie et prévention de VBG ; 1200 femmes formées en entrepreneuriat, 310 jeunes formés dans la gestion financière ; 85 entreprises, dont 30 % féminines, formées en gestion et comptabilité.



● Disponible \$34M ● Dépensé \$11,5M ● Gap \$22,5M

Principaux défis

- Accès opérationnel limité dans la Grand'Anse en raison de la détérioration de la sécurité, retardant le démarrage de certaines activités (ex. journée d'exposition reportée à février 2026)
- Faible taux d'exécution (33,9%) reflétant des difficultés d'absorption dans un contexte de

crise et des délais de mise en œuvre liés à la complexité des chaînes de valeur agricoles

- Durabilité des résultats fragilisée par la dépendance aux financements externes et l'absence de mécanismes de financement domestique pérennes pour les coopératives et MUSO

L'apiculture redynamise les moyens de subsistance en Haïti

À Ferrier, commune du Nord-Est d'Haïti, Jérémie René, 45 ans, poursuit la passion de l'apiculture transmise, depuis sa tendre enfance, par son père. Pour lui, avant l'appui du projet d'Économie Bleue Inclusive (I-BE), la pratique de l'apiculture se faisait avec des équipements rudimentaires, ce qui rendait l'exploitation difficile et peu attrayante pour les jeunes de sa communauté.

Aujourd'hui, grâce aux formations données dans le cadre du projet pour renforcer et valoriser la filière apicole au niveau de l'Aire Protégée des Trois Baies (AP3B), René dispose désormais d'une combinaison, d'outils adaptés et applique ses nouvelles connaissances pour gérer efficacement ses ruches et lutter contre les parasites. Désormais, sa culture lui rapporte plus, puisqu'il peut vendre des produits dérivés de la production comme la cire, le pollen et la propolis. Sa passion attire même les membres de sa famille, qui veulent s'impliquer dans cette activité. Même les jeunes de sa communauté, autrefois réticents, manifestent un nouvel élan pour rejoindre la filière.



Le projet d'Économie Bleue Inclusive (I-BE), financé par le Fonds international de développement agricole (FIDA), a permis à plus de 400 apiculteurs de participer à un programme de renforcement des capacités combinant formation pratique, soutien technique et fourniture d'équipements. La distribution de ruches modernes, d'extracteurs, d'équipements de protection, d'enfumeurs et d'outils spécialisés a permis d'améliorer les conditions de travail et la sécurité. Le projet a également renforcé les organisations locales, ce qui a conduit à la création d'une coopérative apicole.

Les communautés rurales ont obtenu des résultats tangibles : en maîtrisant les techniques de lutte contre les parasites, la gestion de la fermentation et la cristallisation du miel, elles ont augmenté leur productivité et la qualité de leurs produits, tandis que la diversification des produits et l'amélioration des stratégies de commercialisation contribuent à l'augmentation des revenus.

Photo: Jérémie René ©IFAD/Ketlain Difficile

Effet 4: Services sociaux de base



Santé maternelle et infantile

50 décès maternels prévenus · 420 décès néonataux évités · 6 000 avortements à risque et 30 000 grossesses non désirées prévenues · 75 prestataires formés (santé sexuelle, VBG, VIH/TB) ; 241 304 FEFA ; 21 200 patients en soins d'urgence et 1 585 femmes césariées

Wash et nutrition

28 310 enfants ont bénéficié de services WASH · 128 254 femmes et enfants ont reçu des soins intégrés · 496 506 dépistés pour la malnutrition, dont 60 202 traités · 220 218 supplémentés en vitamine A · 500 PVVIH ont reçu un soutien alimentaire ;

Migration & identité légale, et prévention de l'apatridie

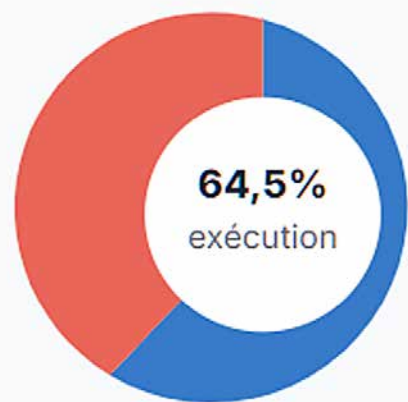
77 migrants retournés appuyés · 20 000 extraits de naissance délivrés grâce à un appui direct au personnel de la section de numérisation des Archives Nationales · 519 déplacés à Port-au-Prince documentés. 400 personnes (comprenant des personnes retournées de la République dominicaine ainsi que des membres des communautés hôtes voisines) documentées à Belladères

Protection VBG

30% survivantes ont reçu des soins médicaux en 72h et 70% après 72h · 75% ont reçu une assistance psychosociale ; 4% une assistance légale et 9% une réinsertion économique · 23 875 kits de dignité distribués · 950 kits «mama» pour femmes enceintes

Éducation et protection de l'enfant

200 000 Liv Inik distribués · 32 636 kits scolaires · 2 centres de transit et d'orientation soutenus · 30+ enfants libérés · 8 écoles réhabilitées · 120 médiatrices communautaires formées pour favoriser la défection des enfants des gangs · Appui à la réécriture des programmes pour 11 disciplines des 2 cycles du fondamental et pour l'ensemble des domaines des 3 niveaux du préscolaire. 691 jeunes vulnérables ont acquis des compétences en métiers à l'École de la Seconde Chance



● Dépensé \$542M ● Gap \$298M

Principaux défis

- Explosion des cas de VBG (+25% en 2025) dans un contexte de déplacements massifs : seuls 4% des survivantes ont accès à une assistance légale, révélant une saturation des services de protection
- Fermeture de 959 écoles (affectant 163 000 élèves) fragilisant les acquis éducatifs; les interventions de réhabilitation restent insuffisantes face à l'ampleur des besoins
- Financement humanitaire à seulement 27.1% du plan de réponse (OCHA), limitant la portée et la durabilité des interventions multisectorielles dans les zones les plus affectées

Photo: ©PAM/Luc Junior Segur

Après plusieurs mois d'interruption dus à la violence armée, Dieussika a repris le chemin de l'école grâce aux cours de rattrapage

Fuyant l'insécurité à Port-au-Prince, Dieussika 13 ans, a trouvé refuge dans un site pour déplacés, où elle a pu reprendre ses études grâce aux cours de rattrapage organisés par l'UNICEF et son partenaire de mise en œuvre OCCED'H. Aujourd'hui, elle rêve de devenir quelqu'un d'important dans la société pour aider les enfants et sensibiliser les jeunes à ne pas prendre les armes.

Dieussika vivait paisiblement avec sa famille avant que la violence armée et l'insécurité ne les forcent à fuir. « Nous avons dû quitter notre maison, et ma sœur a failli mourir à cause de son asthme », raconte-t-elle. Après plusieurs déplacements entre sites et maisons provisoires, elle a trouvé un abri temporaire, mais la vie restait difficile. « Il y a des maladies, des insectes qui piquent... mais malgré tout, j'ai voulu continuer l'école », dit-elle.

La pluie avait inondé ses affaires une nuit, détruisant ses livres et ses vêtements. Pourtant, Dieussika avait passé toute la nuit à les sécher, déterminée à ne pas abandonner ses études.

« L'école représente beaucoup pour moi. Sans éducation, mon rêve serait détruit », affirme-t-elle. Ses matières préférées sont le français et les mathématiques, et elle se réjouit chaque fois qu'elle peut apporter de bonnes notes à ses parents.

Grâce aux cinq mois de cours de rattrapage organisés par l'UNICEF, avec le soutien de ECW, Dieussika a pu passer ses examens et retourner à l'école.

« J'avais perdu espoir, mais ces cours m'ont redonné confiance. Nous avons aussi reçu des formations professionnelles en crochet, maroquinerie et cosmétologie. C'était une chance incroyable », se souvient-elle fièrement.

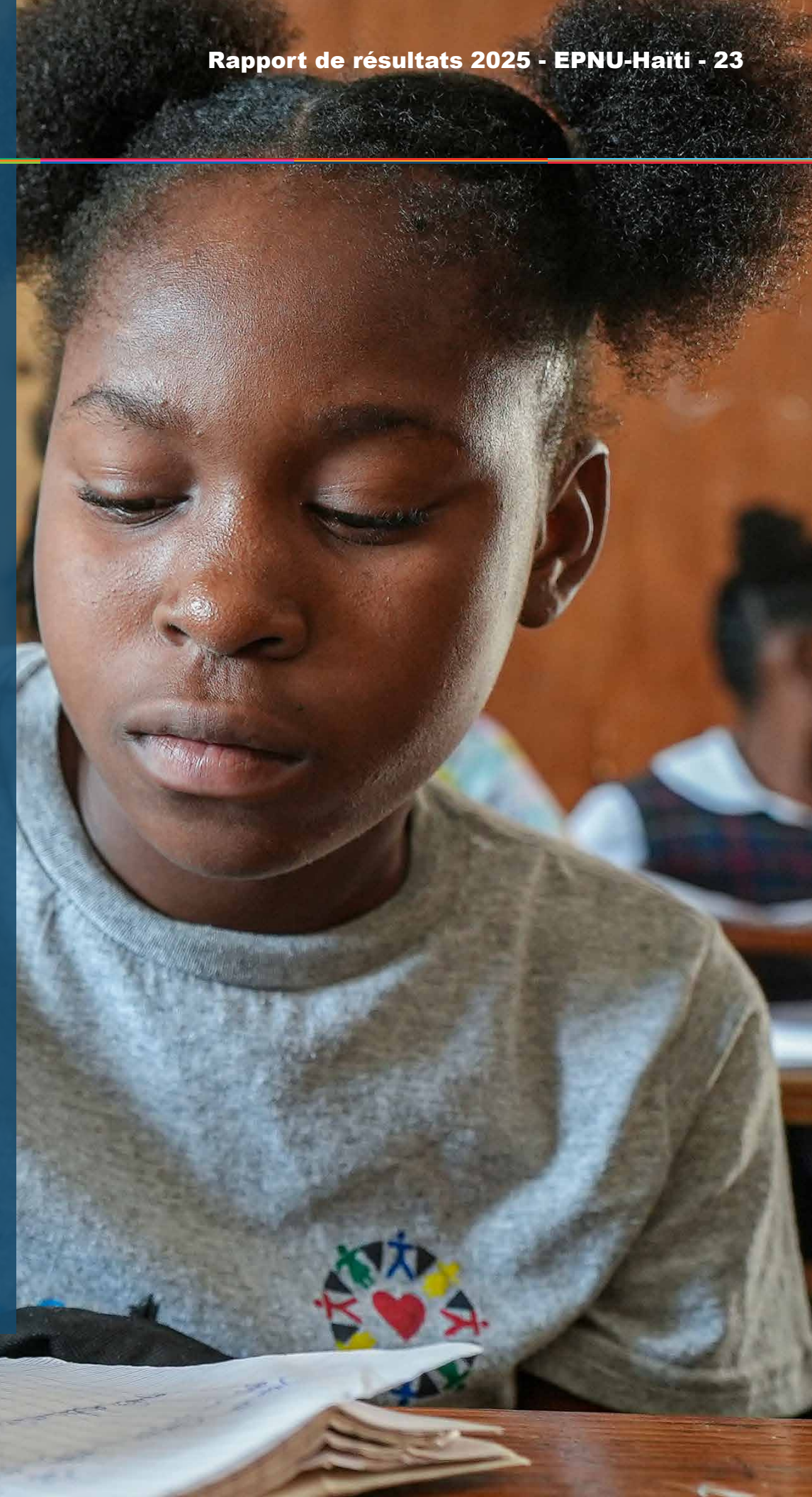
À l'école Dieussika participe activement au cours de mathématiques, encouragée et accompagnée par son institutrice. Elle veut mettre fin à la misère qui touche sa maison et montrer à sa famille qu'elles aussi peuvent suivre ses pas.

« Je veux devenir quelqu'un d'important pour aider les gens, comme le fait l'UNICEF. Sans l'école, nous ne pouvons pas réaliser nos rêves », confie-t-elle avec détermination. Son message aux adultes et responsables est clair et touchant :

« N'abandonnez pas les enfants. Aimez-les encore plus et donnez-leur des chances d'apprendre et de rêver. » - Dieussika

Dieussika n'est pas seule. Grâce aux programmes éducatifs et de soutien psychosocial financés par Education Cannot Wait et mis en œuvre par l'UNICEF, en partenariat avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle plus de 17 500 enfants, dont 10 500 filles, ont accès à un espace d'apprentissage sûr, protecteur et propice à l'apprentissage. Chaque jour passé à l'école devient pour ces enfants un pas vers un avenir meilleur. Pour Dieussika, comme pour tant d'autres, ces programmes représentent bien plus qu'une éducation, ils sont une bouée d'espoir, une chance de transformer la peur en confiance et en ambitions.

Photo: Dieussika - © UNICEF/Joseph



Effet 5: Environnement, réduction des risques multidimensionnels et développement territorial



Mobilité & connectivité

130 km réhabilités (Sud, SE, Nippes)
+71,9 km (Centre, Artibonite)
RAI mis à jour dans 10 départements
Plans de mobilité élaborés dans 3 microrégions

Énergie solaire & écoles

Électrification solaire hybride de l'Hôpital Saint-Antoine (Jérémie)
~30 écoles équipées de pompes solaires · 72 lampadaires solaires installés · 10 écoles reçoivent des kits d'énergie (inverter et panneau solaire)

Eau potable (SAEP)

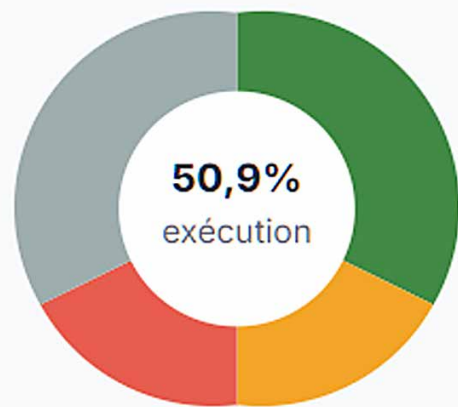
APD soumis pour 4 sites
Essais de forage à Roseaux, Marigot, Ferrier · 4 PGES soumis · Travaux finalisés à Baie de Henne et Jean-Rabel · 16 SAEP en attribution

Jeunesse - Réduction des risques

18 000+ élèves sensibilisés aux risques de catastrophes · 290 élèves mobilisés au Forum régional des jeunes sur la gestion des risques de désastres · Renforcement de capacités de 280 membres des conseils d'écoles · 596 élèves formés sur la protection de l'environnement (concours Eco-Génie) · 47 cadres MARNDR formés en planification d'infrastructures rurales

Principaux défis

- Avancement partiel des pistes rurales (20,1 km sur 77 km prévus) en raison de l'insécurité et de la difficulté d'accès aux zones enclavées, limitant l'impact sur la connectivité
- Retards dans les systèmes d'adduction d'eau (SAEP) : plusieurs sites en phase d'études ou d'attribution, les populations cibles n'ayant pas encore accès aux infrastructures finalisées
- Faible capacité institutionnelle des ministères partenaires (MTPTC, MARNDR) à absorber les transferts de compétences et à assurer la maintenance des infrastructures réhabilitées.



● Disponible \$102M ● Dépensé \$52M ● Gap \$50M

Photo: ©UNESCO

Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF)

Contributions : US \$53,1 millions

Merci à nos différents contributeurs :

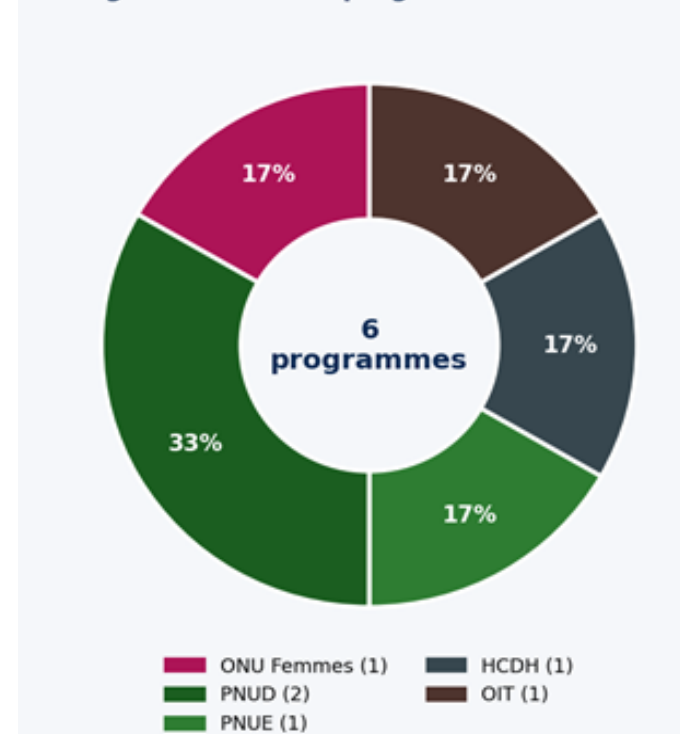


Contribution Inter-Universitaire
pour La Paix

PBF

L'Équipe Pays des Nations Unies (EPNU) a six (06) programmes conjoints actifs couvrant, à la fois : gouvernance, cohésion sociale et consolidation de la paix. En 2025, le contexte électoral a été marqué par l'installation du CEP, l'adoption d'un décret électoral et un calendrier annonçant le scrutin pour août 2026. La résolution S/RES/2793 (2025) a autorisé la transition de la MMAS à la Force de répression des gangs. Les observatoires citoyens (Artibonite, Centre) et les clubs de paix (UNICEF, ONU Femmes) constituent des mécanismes de redevabilité locale innovants dans ce contexte.

Agences lead des programmes en cours



Partenaires d'exécution: HCDH - PNUD - ONU Femmes - UNFPA - UNOPS - OPS/OMS - OIM - ONUDC - PNUE - UNICEF - UNESCO - OIT - Concern Worldwide - ActionAid - PROJETTOMONDO - OCNH

Promesse de « ne laisser personne pour compte »

Personnes en situation de handicap

- 100 jeunes handicapés formés en massothérapie et prévention des VBG
- 40 acteurs formés sur l'accessibilité universelle (UNFPA, BSEIPH, OSC) à Pétion-Ville
- Engagement collectif pour intégrer l'inclusion dans chaque réponse humanitaire

Genre & autonomisation des femmes

- 1 200 femmes rurales appuyées (Sud, Sud-Est)
- 17 associations féminines formées en entrepreneuriat
- 16 400+ ménages bénéficiaires de transferts monétaires
- Protocole national VBG élaboré
- 450 participants aux consultations du Plan d'Action National résolution 1325 en cours
- 60 travailleuses de sexe et vivant avec le VIH formées et équipées pour la transformation du manioc dans la Grand'Anse
- 59 organisations locales de femmes bénéficiant de subventions pour l'accompagnement des femmes au niveau communautaire

Photo: ©Nations Unies Haïti/Jefferson Belizaire



Appui aux partenariats et financement du programme 2030

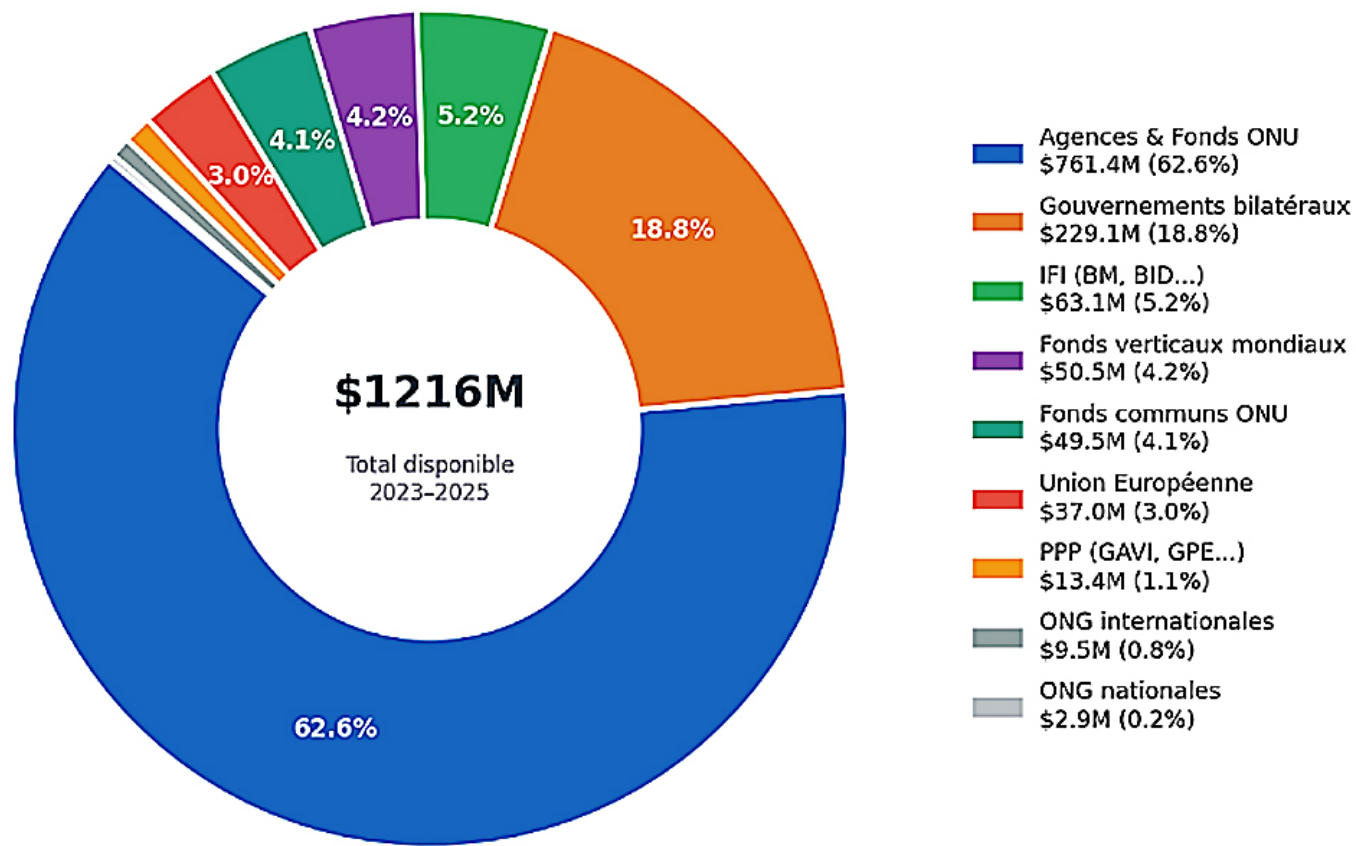
En 2025, le travail de l'Équipe Pays des Nations Unies en Haïti s'est inscrit dans un contexte de crise persistante, caractérisée par l'insécurité, les déplacements de populations, la fragilité institutionnelle et la contraction de l'espace budgétaire. Face à ces contraintes, l'EPNU a poursuivi une approche pragmatique, fondée sur des partenariats opérationnels, des mécanismes de financement mutualisés et une priorisation des investissements alignés sur les ODD les plus critiques, conformément aux orientations du Cadre de coopération 2023–2027. En cohérence avec les enseignements tirés en 2024, les Nations Unies ont renforcé leur collaboration avec les institutions nationales, les collectivités territoriales, la société civile et les partenaires techniques et financiers, afin de maintenir les capacités de réponse et de préserver les acquis du développement durable. Les partenariats territoriaux ont constitué un levier central, favorisant l'appropriation locale des actions dans les domaines de la gestion des risques, de la protection de l'environnement et de la cohésion sociale.

Figure 1 - Composition du financement disponible par type de partenaire (2023–2025)

Les agences et fonds ONU représentent la part dominante du portefeuille (\$811M - 68,9%), portée principalement par le PAM Multi-donateur (\$591M). Les partenaires bilatéraux constituent le deuxième bloc (\$229M - 19,5%), avec l'Espagne (\$81,9M) et le Canada (\$75,9M) en tête. Les institutions financières internationales et fonds climatiques (GCF, GEF, Banque mondiale, BID) contribuent à hauteur de \$86M (7,3%), représentant un levier croissant pour la résilience climatique. La contribution directe du gouvernement haïtien reste symbolique (\$0,3M), reflet de la contrainte fiscale extrême (pression fiscale à 4,4% du PIB). Cette structure appelle à une diversification vers les fonds climatiques et le financement mixte pour les prochaines années du cycle.

Évolution annuelle des ressources requises, disponibles et dépensées · Taux d'exécution (2023–2026)

La trajectoire révèle deux tendances structurelles. D'une part, un pic de mobilisation en 2024 (\$460M disponibles) suivi d'une contraction en 2025 (\$409M), dans un contexte où les besoins humanitaires continuent d'augmenter (6,4 millions de personnes nécessiteront une aide en 2026, contre 6 millions en 2025). D'autre part, une dégradation continue du taux d'exécution : 83,5% en 2023 → 60,2% en 2024 → 56,8% en 2025. Cette tendance reflète l'aggravation des contraintes d'accès liées à l'insécurité et l'expansion territoriale des gangs. Les engagements de 2026 restent très partiels (\$18M confirmés), soulignant l'urgence d'une mobilisation prévisible et flexible des ressources pour la suite du cycle UNSDCF.



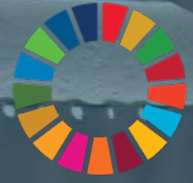
US \$1,177 milliards de ressources disponibles 2023-2025

13 types de partenaires mobilisés

65% taux d'exécution global du portefeuille

Écart de US \$250 millions non couvert





Appui aux partenariats et financement du programme 2030

Top 10 partenaires — Ressources disponibles vs dépenses effectives (m usd · 2023–2025)

Le PAM Multi-donor domine le portefeuille (\$591M disponibles · \$354M dépensés · 60%), reflétant l'ampleur des opérations d'assistance alimentaire et de cantines scolaires, contribuant directement aux ODD 2, 3 et 4. L'UNICEF Health Thematic Fund affiche la meilleure performance relative avec un taux d'exécution de 96,6% (\$81,6M/\$84,5M), témoignant d'une capacité opérationnelle maintenue même dans les zones difficiles d'accès. Le Brésil (\$17,8M disponibles) présente un taux de décaissement nul — signal d'alerte sur la mise en œuvre de la coopération Sud-Sud nécessitant un dialogue renforcé. La Banque mondiale (\$51,1M) et l'UE/ECHO (\$37M) jouent un rôle structurant avec des taux d'exécution autour de 60%, finançant des réformes institutionnelles et des interventions humanitaires complémentaires aux programmes ONU.

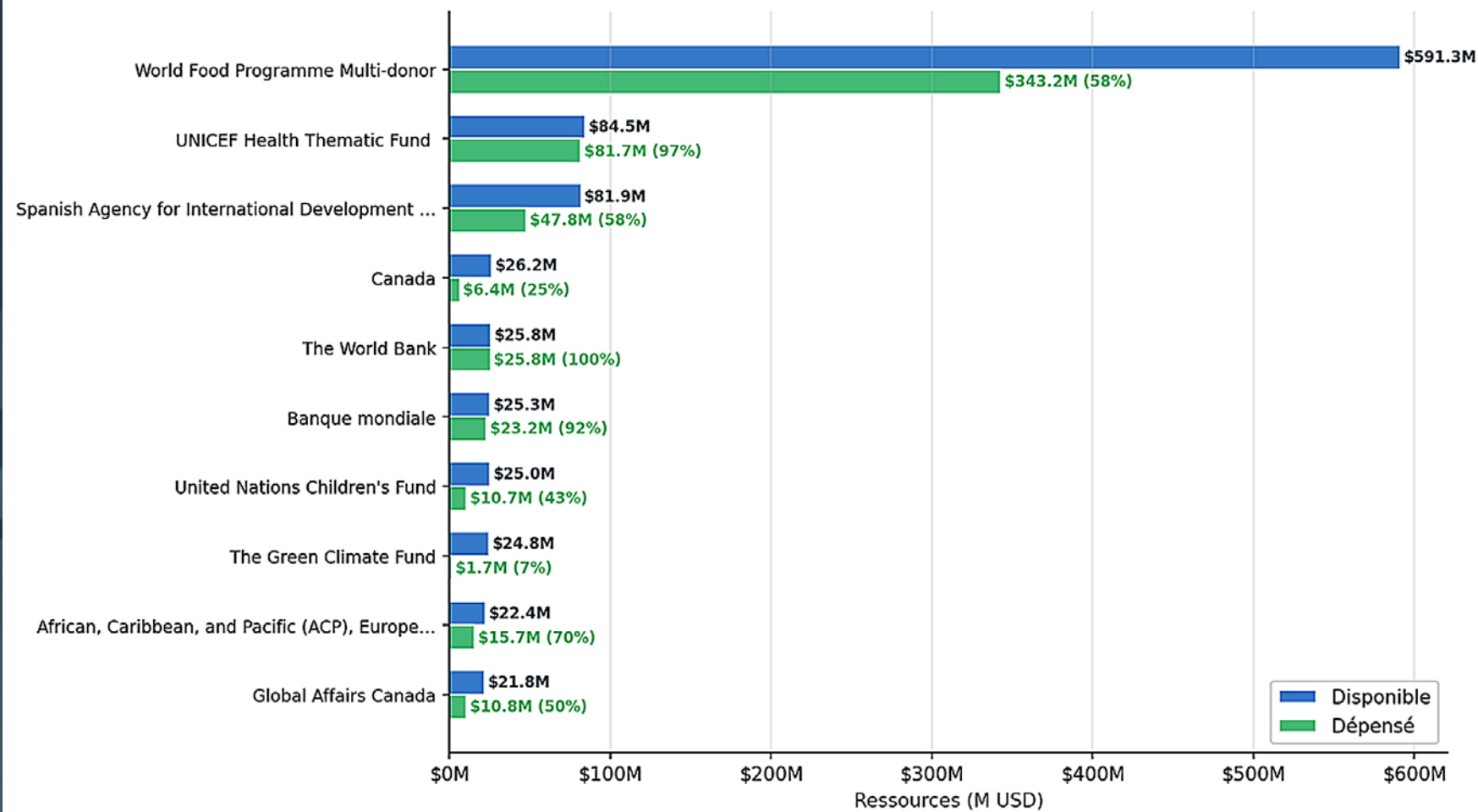
Requis / Disponible / Dépensé par Effet UNSDCF · Taux d'exécution comparé

L'Effet 4 (Services sociaux de base) concentre l'essentiel du portefeuille (\$840,8M · 80,3% du total), reflétant la priorité accordée aux besoins humanitaires immédiats. Cette concentration traduit la volonté de l'EPNU de préserver les services essentiels — santé, nutrition, éducation, protection — conformément aux orientations du Cadre de coopération.

L'Effet 2 (Protection et sécurité) affiche le meilleur taux d'exécution du portefeuille (86,5%), illustrant l'efficacité des partenariats avec la PNH et les mécanismes de protection des droits humains.

En revanche, les Effets 1 (Gouvernance · 43,2%) et 3 (Économie inclusive · 33,9%) restent très en deçà des cibles — révélant la difficulté structurelle à opérationnaliser des réformes institutionnelles et économiques dans un contexte de crise aiguë. Ces gaps confirment la nécessité de renforcer les financements prévisibles pour la gouvernance, la transformation économique et la résilience lors du prochain cycle de programmation.

Figure 3 — Top 10 partenaires : Ressources disponibles vs Dépenses effectives (2023-2025)



Fonds climatiques

Les fonds climatiques ont mobilisé \$44,3M au total : Green Climate Fund (\$24,8M), GEF (\$10,7M) et Fonds d'adaptation (\$8,1M). Ces ressources financent des interventions d'adaptation climatique, de gestion des risques naturels et de restauration environnementale, directement alignées sur les ODD 13 et 15. Parmi les mécanismes de financement innovants, l'accord UN2UN OIT-PAM illustre la capacité du SNU à créer des chaînes de valeur intégrées reliant production agricole locale, emploi rural et nutrition scolaire (55 000 élèves, 30T de farine de fruit à pain).

Le PBF (\$31,3M) reste le principal instrument de consolidation de la paix. Les PPP via GAVI (\$10,1M) et GPE (\$3,3M) mobilisent des ressources privées et philanthropiques pour combler les gaps de financement public. L'électrification solaire des hôpitaux et des écoles (UNOPS, UNICEF) réduit les dépenses récurrentes en énergie fossile — réorientant des ressources publiques vers les soins et l'éducation, aligné sur l'ODD 7. Les 83 MUSO créées (capital conjoint de 21,8M HTG) et l'assurance agricole climatique (1 150 bénéficiaires) illustrent la mobilisation de l'épargne privée locale et le transfert de risques vers le secteur assurantiel au service des ODD 1, 8 et 13.

Résultat des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble: cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies

6 millions de personnes ciblées dont 3.3 millions d'enfants (UNICEF)

70 000 agriculteurs soutenus pour la résilience rurale (FAO)

1325 tonnes de nourriture distribuées; US \$3.9 millions en cash (PAM)

4 384 victimes liées aux gangs (Janvier-septembre 2025 - HCDH)

6 millions de personnes nécessitant une assistance humanitaire

Dans un contexte dominé par la violence des gangs, l'instabilité politique, l'insécurité alimentaire aiguë et les catastrophes naturelles récurrentes, les réformes engagées au sein du système des Nations Unies ont permis de renforcer la cohérence et l'efficacité de l'action collective de l'Équipe Pays, au bénéfice du gouvernement de transition haïtien et de l'ensemble des partenaires nationaux.

Adaptation de l'Équipe Pays & CF 2023–2027

Face à l'aggravation de la crise sécuritaire, l'EPNU a reconfiguré sa présence pour aligner les mandats des agences sur les 5 priorités du CF réduisant les redondances et renforçant la complémentarité. Le recours à des modalités de travail à distance, à des partenaires locaux et à des mécanismes de coordination renforcés a maintenu la continuité des programmes.

La mise à jour de la CCA (lancée en mai 2024, données jusqu'à mars 2025) a fourni la base analytique pour réévaluer les priorités face à la détérioration des indicateurs de pauvreté, d'insécurité alimentaire et de mobilité forcée.

Plans de travail conjoints & programmes conjoints

Les groupes de résultats thématiques et programmes conjoints dans la santé, l'éducation et la sécurité alimentaire ont réduit les coûts de transaction et les duplications. L'intégration de points focaux du Ministère de la Planification a assuré la cohérence avec les priorités nationales et a simplifié le suivi conjoint des progrès.

Recommandations politiques intégrées

Malgré les tensions au sein du Conseil présidentiel

de transition, le système onusien a maintenu un dialogue politique cohérent. Le BINUH a appuyé le Conseil électoral provisoire et a facilité les discussions sur les réformes constitutionnelles avec des positions communes sur la gouvernance, la protection sociale et les droits humains.

Communication et plaidoyer communs


Les campagnes conjointes sur la résilience climatique, les droits humains, l'égalité de genre et la lutte contre les VBG ont accru la visibilité de l'action collective. Le plaidoyer unifié a mobilisé des ressources internationales pour répondre aux besoins de 6 millions de personnes et soutenir la transition politique vers le rétablissement des institutions démocratiques.


Partenariats et mécanismes de financement innovants






Évaluations et leçons tirées

 **Leçon 1 - Modalité opérationnelle - Adapter les modalités pour préserver l'accès et la continuité**

 **Leçon 2 - Capacités institutionnelles - Renforcer les capacités institutionnelles pour un impact durable**

 **Leçon 3 - Cohérence intersectorielle - La cohérence intersectorielle est décisive pour les plus vulnérables**

En 2025, Haïti a opéré comme un laboratoire de résilience opérationnelle pour le système onusien : gangs contrôlant des pans entiers de la capitale, gouvernement de transition sous pression, déplacements massifs de populations, et besoins

humanitaires touchant 6 millions de personnes. Les narratifs d'agences révèlent des leçons structurantes, non pas des ajustements marginaux, mais des reconfigurations profondes de la manière d'agir dans des contextes de fragilité extrême.

Dans un pays où les routes sont coupées par des barrages de gangs et où les déplacements internes atteignent des niveaux records, la rigidité opérationnelle est une forme d'abandon

Approches ayant fonctionné en 2025:

- Équipes mobiles et dispositifs de proximité pour les PDI et communautés hôtes: santé, nutrition, services intégrés;
- Prépositionnement des intrants essentiels: vaccins, chaînes de froid, intrants de santé;
- Séquençage adaptatif des livrables pour les projets multi-composantes ou infrastructurels

La flexibilité des modalités n'est pas un compromis sur la qualité; c'est la condition de l'efficacité en contexte de crise prolongée.

L'aide directe sans transfert de capacité reste fragile. En Haïti, où les institutions sont affaiblies par des années de crise, l'appui ciblé aux systèmes nationaux produit des effets multiplicateurs durables

Leviers d'action identifiés:

- Formation, outils, procédures, équipements - Transfert de capacité aux systèmes nationaux;
- Mécanismes de coordination fonctionnels - Accompagnement des institutions de transition;
- Effets multiplicateurs durables - Au-delà du cycle humanitaire immédiat

Investir dans les systèmes nationaux, même en crise, est la seule voie vers une résilience qui ne dépend pas indéfiniment de l'aide externe.

Haïti illustre que les crises ne se présentent pas en silos. Les résultats en santé, nutrition, éducation et protection confirment que les réponses intégrées sont plus efficaces, particulièrement pour les populations cumulant des vulnérabilités

Populations prioritaires et secteurs concernés

- Femmes et filles - Protection, santé reproductive, violences basées sur le genre;
- Enfants - Nutrition, éducation en situation d'urgence, protection de l'enfance
- Populations déplacées - Réponse intégrée: abri, eau, santé, moyens de subsistance

Les réponses sectorielles isolées laissent des angles morts. L'intégration intersectorielle n'est pas idéal; c'est une nécessité opérationnelle.

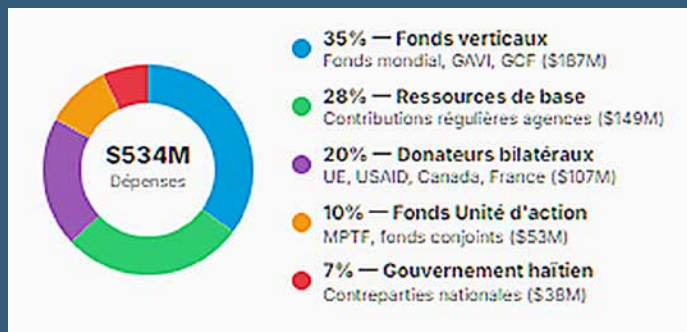


Aperçu financier et mobilisation des ressources

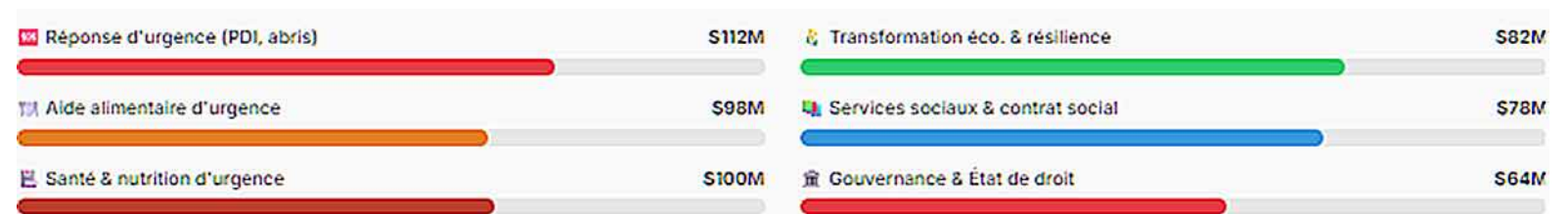


Dépenses par priorités stratégiques / Dépenses par modalité de financement

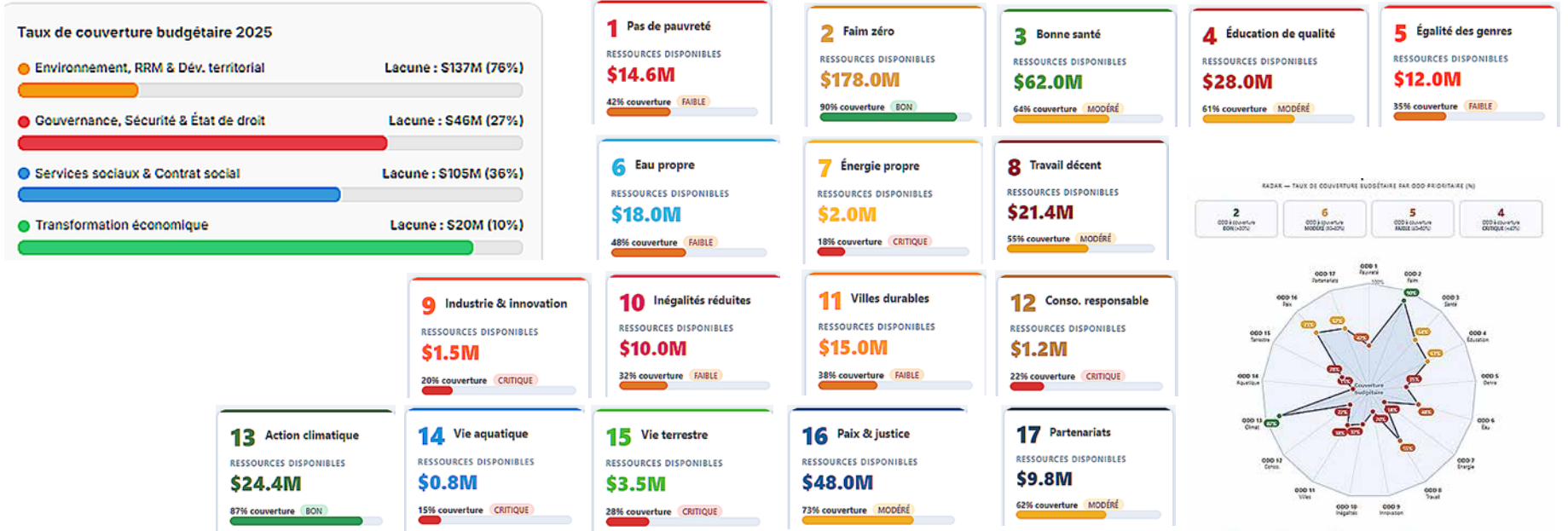
PRIORITÉ STRATÉGIQUE	BUDGET	DÉPENSES	TAUX
Gouvernance, Séc. & État de droit	\$168M	\$122M	73%
Transformation économique	\$198M	\$178M	90%
Services sociaux & Contrat social	\$295M	\$190M	64%
Environnement, RRM & Dév. territorial	\$181M	\$44M	24%



Répartition développement / aide humanitaire



Lacunes par priorité stratégique



Source: ODDA - EPNU Haïti 2025 - Données Europe analytique



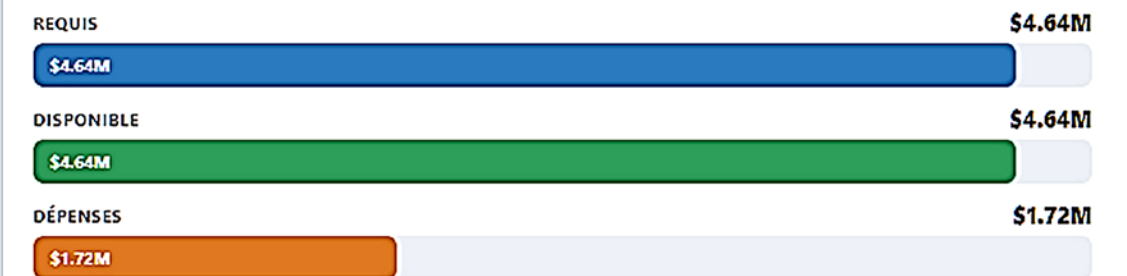
Programmes et initiatives conjoints



Photo: ©Nations Unies Haïti/Jefferson Belizaire

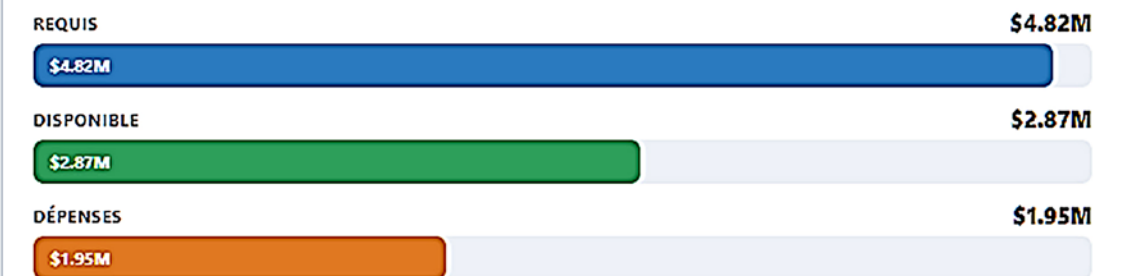
PBF Exec. 37%

Fonds de Consolidation de la Paix - 5 interventions



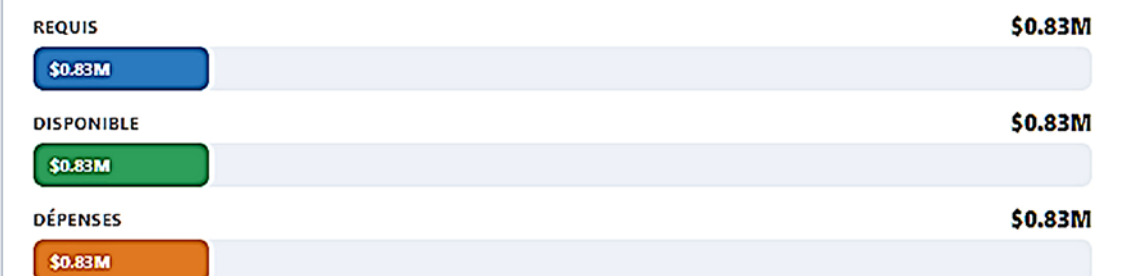
UNW / OHCHR Exec. 68%

ONU Femmes & Droits de l'Homme - 3 interventions



MPTF / PRIPS Exec. 100% ✓

Fonds Multi-Partenaires - 1 intervention



■ Requis ■ Disponible ■ Dépenses



CHAPITRE 3: PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES POUR 2026

Photo: ©Nations Unies Haïti/Jefferson Belizaire



Quelques chiffres clés



6 millions de personnes en situation de crise humanitaire



4 résolutions du Conseil de Sécurité adoptées



7 février 2026 - Fin de mandat du CPT

2027 - Horizon du Cadre de Coopération

Accord du 3 avril 2024 instituant le Conseil présidentiel de transition (CPT)

Juillet 2025 - Prorogation du mandat du BINUH par le Conseil de Sécurité

Septembre 2025 - Vote de la Résolution 2793, créant la Force de Répression des Gangs

Résolution 2814 votée, renouvelant le mandat du BINUH au 31 janvier 2027



NATIONS UNIES
HAÏTI



Priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour 2026

En 2025, l'Équipe Pays des Nations Unies a tenu. Dans un Haïti fracturé par la violence des gangs, une transition politique incertaine et une crise humanitaire touchant 6 millions de personnes, le Cadre de coopération 2023–2027 a continué d'avancer — non sans friction, mais avec une résilience opérationnelle remarquable.

L'année 2026 s'ouvre dans un contexte institutionnel porteur d'opportunités. Le 7 février 2026, le Conseil Présidentiel de Transition a achevé son mandat sans rupture institutionnelle, consolidant une continuité politique essentielle. La séquence de résolutions du Conseil de sécurité établit une architecture sécuritaire cohérente et internationalement soutenue.

Malgré un contexte porteur, plusieurs risques structurants demeurent et appellent à une gestion prudente des attentes, à un suivi rigoureux des engagements et à une coordination renforcée intégrant pleinement la dimension de résilience climatique.

Volatilité sécuritaire

Toute dégradation pourrait rapidement compromettre les avancées institutionnelles et le calendrier électoral.

Risque élevé

Retours forcés de migrants

Politiques migratoires des pays voisins générant des milliers de retours, augmentant les besoins humanitaires et de développement.

Risque modéré

Résistances politiques et confiance citoyenne

Érosion persistante de la confiance citoyenne et résistances d'acteurs bénéficiant des rentes existantes pouvant freiner les réformes de gouvernance et de lutte contre l'impunité.

Risque transversal

Capacités administratives limitées

Capacités budgétaires et administratives de l'État insuffisantes — exposition aux retards d'exécution des réformes.

Risque modéré–élevé

Vulnérabilité climatique

Haïti parmi les pays les plus exposés aux chocs climatiques. La tempête Melissa a rappelé cette réalité structurelle, malgré une coordination préventive efficace.

Risque structurel

Ces risques soulignent la nécessité de renforcer la capacité d'anticipation, à travers le renforcement de l'architecture des données pour l'analyse prospective, l'aide à la décision stratégique et une meilleure agilité des projets et programmes.

Les priorités 2026 demeurent fermement ancrées dans le Plan Stratégique de Développement d'Haïti et ses quatre Refondations. La priorité stratégique est double et doit progresser de manière concomitante et intégrée; toute approche séquentielle risquerait de fragiliser l'ensemble de l'édifice.

Restaurer la crédibilité de l'État	Fonctions régaliennes et judiciaires	Capacité budgétaire et fiscale	Transformation économique inclusive	Jeunesse, personnes en situation de handicap et Femmes - vecteurs de résilience
------------------------------------	--------------------------------------	--------------------------------	-------------------------------------	---

Priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour 2026

Sur le plan opérationnel, six priorités structurantes doivent guider l'action collective en 2026 pour des actions transformatrices.

Nexus Humanitaire – Développement – Paix : levier transversal.			
Le Nexus HDP constitue le levier transversal de cette architecture stratégique. Il suppose une territorialisation accrue des interventions, une articulation systémique entre sécurité, justice et développement, ainsi qu'une cohérence renforcée des messages et des priorités présentés aux partenaires techniques et financiers			
Territorialisation	Sécurité - Justice - Développement	Cohérence PTF	Analyse conjointe
UN 80			
Dans le contexte d'UN80 et d'une reconfiguration de l'aide internationale, les consultations ont mis en évidence l'impératif d'optimisation du dispositif onusien, en valorisant ses avantages comparatifs reconnus.			
Coordination reconnue		Expertise et analyse conjointe	Facilitation politique
Rôle de coordination reconnu par les PTF — avantage comparatif structurel du système des Nations Unies		Ensemble d'expertises solide et capacité d'analyse conjointe au service des décisions stratégiques	Rôle irremplaçable de facilitation politique dans un environnement institutionnel fragile.
Multilatéralisme			
En 2026, Haïti devra affirmer un positionnement multilatéral plus proactif. Ces mécanismes doivent être mobilisés comme des leviers stratégiques de plaidoyer et de mobilisation de ressources concessionnelles, en cohérence avec le double statut d'Haïti.			
FFD4 - Forum Financement du Développement - Juillet 2025	DOHA - Rapport national de mi-parcours programme d'action en cours	PMA - Pays moins avancé - Levier de ressources concessionnelles	PIED - Petit État insulaire en Développement - Statut multilatéral

Stabilisation territoriale
Articulée à la réinstallation graduelle des services publics et à la relance économique dans les zones sécurisées.
Sécurité · Services publics · Économie

Systèmes alimentaires intégrés
Production nationale, marchés locaux, sécurisation logistique et réduction progressive de la dépendance aux importations.
Souveraineté alimentaire · Marchés locaux

Jeunesse & Prévention
Formation professionnelle, emploi décent, participation civique et prévention du recrutement armé.
Emploi · Civisme · Prévention des conflits

DDR / CVR
Démobilisation et Réduction de la Violence Communautaire, étroitement liées à l'éducation, à la justice et à la cohésion sociale.
Justice · Cohésion sociale · Éducation

Protection & Inclusion
Accent renforcé sur les VBG, protection de l'enfance, protection sociale et réhabilitation des chaînes judiciaires, participation inclusive, protection et justice de proximité, localisation de l'Aide et Redevabilité
Genre · Enfance · Justice · Protection sociale

Représentativité & Processus électoral
Fondé sur des conditions minimales réalistes garantissant crédibilité, inclusion et sécurité.
Démocratie · Inclusion · Sécurité électorale

La reprise de la croissance et les réformes pour la hausse de la capacité de mobilisation de ressources domestiques demeurent des conditions nécessaires pour l'accélération des efforts vers les Objectifs de développement durable (ODD).

